



OBJECTIF AFRIQUE

LETTRE D'INFORMATION ÉCONOMIQUE

N°199 27 MAI 2020

SOMMAIRE

- ▼ ACTUALITE REGIONALE
- ▼ CONJONCTURE
- ▼ ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES
- ▼ PROJETS ET FINANCEMENTS
- ▼ SECTEURS D'ACTIVITES
 - ▼ AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE
 - ▼ ENERGIE ET MATIERES PREMIERES
 - ▼ INDUSTRIE
 - ▼ SERVICES
- ▼ ENTREPRISES
- ▼ CARNET ET AGENDA

23,6 MILLIONS
DE PERSONNES
ONT BESOIN
D'ASSISTANCE
HUMANITAIRE
AU SAHEL SELON
L'OCHA

TANZANIE :
L'ÉLECTRIFICATION
ATTEINT 85 % DE
LA POPULATION

SOUDAN :
REFORMES DANS LE
SECTEUR MINIER

NIGERIA : 40,1%
DE LA POPULATION
VIVRAIT SOUS LE
SEUIL DE PAUVRETE

GUINEE-BISSAU :
LE PRESIDENT INITIE
LA REVISION DE LA
CONSTITUTION

MALI : LE JAPON ET
LE PAM
APPORTENT UNE
AIDE ALIMENTAIRE
D'URGENCE AUX
PERSONNES

PANNE NATIONALE
D'ÉLECTRICITE AU
KENYA ET EN
OUGANDA

CAP-VERT : LES
EXPORTATIONS DE
SERVICES
REPRESENTENT 8%
DU PIB EN 2019

LE TRAFIC DE FAUX-
MEDICAMENTS
DANS LE CONTEXTE
DE LA PANDEMIE DE
COVID 19



ACTUALITE REGIONALE

▼ Le trafic de faux-médicaments dans le contexte de la pandémie de COVID 19

Depuis le début de la crise sanitaire de COVID-19, l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) a déjà publié 4 alertes sur la prolifération de faux médicaments contre le coronavirus. Dans ce contexte, l'Organisation professionnelle des entreprises du médicament opérant en France (Leem), l'Organisation africaine de la Propriété intellectuelle (OAPI), le Comité national français anti-contrefaçon (CNAC) et l'Association des industriels pharmaceutiques en Afrique francophone subsaharienne (LIPA) se sont associés pour réaliser une vidéo de prévention, qui sera diffusée sur les chaînes panafricaines du groupe Canal+. Le pôle Propriété intellectuelle du Service économique régional d'Abidjan était également mobilisé.

✉ lucile.basse@dgtresor.gouv.fr

▼ Maintien de la dynamique haussière des nouveaux crédits et dépôts

Selon un récent rapport de la BCEAO, le montant des crédits mis en place dans l'Uemoa est ressorti à 15 435,7 Mds FCFA (23,5 Mds EUR) en 2019, soit une hausse de 4,1% par rapport à 2018. Environ 60% des crédits octroyés étaient destinés à la trésorerie. La progression du montant des nouveaux crédits a été observée dans tous les pays, sauf en Côte d'Ivoire (-1,3%) et une stagnation a été notée au Mali. Quant aux montants des nouveaux dépôts à terme sur les places de l'Union, ils se sont accrus de 4,3% par rapport à 2018, pour s'établir à 7 469,6 Mds FCFA (11,4 Mds EUR) en 2019. Les encours des nouveaux dépôts à terme ont baissé au Mali (-20,3%) et au Burkina Faso (-10,7%) tandis qu'ils ont progressé dans les autres pays.

✉ claudie.koua@dgtresor.gouv.fr

▼ Le Niger rapatrie 1398 orpailleurs nigériens du Burkina Faso

1398 orpailleurs nigériens ont été rapatriés du Burkina Faso le 2 mai 2020, après des violences les ayant opposés aux orpailleurs burkinabés et qui ont conduit à la fermeture de certains sites d'exploitation dans le sud du pays. Les orpailleurs rapatriés sont actuellement installés sur le site d'accueil de Séno, pour une durée de deux semaines. Ils ont été accueillis à Niamey par plusieurs personnalités, dont le ministre des Affaires Etrangères, de la Coopération, de l'Intégration africaine et des Nigériens à l'extérieur, ainsi que des responsables de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) au Niger, qui a organisé le rapatriement par bus. Une vague moins importante de 150 orpailleurs devrait suivre.

✉ valerie.traore@dgtresor.gouv.fr

▼ **Les Etats de l'UEMOA ont déjà levé 1,8 Md EUR grâce aux « Bons Covid-19 »**

La BCEAO a décidé d'appuyer les Etats de l'UEMOA dans la mobilisation de ressources financières à faible coût, en les accompagnant dans l'émission de bons du Trésor spéciaux, dénommés, « Bons Covid-19 ». Ces bons ont une maturité de trois mois et sont émis sur le marché financier régional par adjudication, avec notamment le concours de l'Agence UMOA-Titres. En trois semaines, ceux-ci ont mobilisé au total 1 172 Mds FCFA (1,8 Md EUR). La Côte d'Ivoire arrive en tête avec 535 Mds FCFA, 45,6% des ressources levées, suivie par le Bénin (11,3%) et le Niger (9,4%). Les taux de souscription varient entre 207% et 520%. Les taux d'intérêt ont été relativement avantageux pour les Etats, compris entre 2,76% et 3,52%.

✉ claude.koua@dgtresor.gouv.fr

▼ **La BAfD finance la mise en œuvre du MUTAA à hauteur de 6,8 M USD**

La BAfD a approuvé un don de 6,8 M USD à la Commission africaine de l'aviation civile (CAFAC), pour la mise en œuvre du Marché unique du transport aérien africain (MUTAA). Ce financement permettra notamment le renforcement institutionnel de la CAFAC, afin de fournir à l'organisme d'exécution et aux autres institutions parties prenantes (communautés économiques régionales, États et compagnies aériennes) les connaissances nécessaires pour établir durablement le MUTAA. La Banque supporte ainsi 89,5% du coût global de ce projet d'appui institutionnel, d'une durée de 3 ans, estimé à 7,6 M USD – le reste étant cofinancé par la CAFAC.

✉ lucile.basse@dgtresor.gouv.fr

▼ **23,6 millions de personnes ont besoin d'assistance humanitaire au Sahel selon l'OCHA**

L'OCHA a publié un rapport sur les besoins humanitaires et financiers dans la région du Sahel. Le rapport révèle une escalade de la violence dans les zones de conflit, des besoins sanitaires et alimentaires croissants et une augmentation préoccupante du nombre de déplacés internes dans les pays sahéliens. En effet, 6,9 M de personnes sont actuellement aux prises de déplacements forcés, dont presque 4,5 M d'entre elles sont des déplacés dans leur propre pays ou des réfugiés – soit un million de plus qu'en 2018. Au total en 2020, 23,6 millions de personnes auront ainsi besoin d'assistance humanitaire et de protection. Il s'agit du nombre le plus élevé jamais enregistré par l'institution internationale.

✉ lucile.basse@dgtresor.gouv.fr

▼ **L'AATF et l'AUDA-NEPAD collaborent pour promouvoir la recherche et la commercialisation des produits agricoles en Afrique**

Un accord de collaboration a été signé entre la Fondation africaine pour les technologies agricoles (AATF) et l'Agence de développement de l'Union africaine (AUDA-NEPAD) dans l'objectif de favoriser l'émergence d'un environnement propice à la recherche et au développement agricole sur le continent. Les projets mis en œuvre conjointement par les deux entités doivent encore être définis. L'amélioration de la production de semences de qualité est l'une des thématiques de coopération mises en avant dans le communiqué officiel.

✉ lucile.basse@dgtresor.gouv.fr

▼ **Iamgold revoit à la baisse ses prévisions de production à cause du COVID-19**

Iamgold, actif au Mali, au Burkina Faso et au Sénégal, a publié ses résultats opérationnels et financiers pour le 1er trimestre 2020. Elle a produit 170 K onces d'or à un coût moyen de 1 230 USD l'once, en légère diminution en g.a. La compagnie a cependant généré 274,5 M USD de revenus (+9 % en g.a.), en vendant 159 K onces à un prix moyen de 1 603 USD. Cette augmentation serait liée à la hausse du prix de l'or sur les marchés mondiaux, consécutive à la crise du COVID-19. Malgré ces bons résultats, Iamgold a réduit ses prévisions de production pour l'année en raison de possibles conséquences de la pandémie. La compagnie prévoit de produire 685 K à 740 K onces d'or en 2020 (contre 700 K à 760 K onces précédemment).

✉ lucile.basse@dgtresor.gouv.fr

▼ **La réforme du FCFA ouest-africain adoptée en Conseil des ministres français**

Le Conseil des ministres français a adopté, le 20 mai 2020, le projet de loi qui modifie l'accord monétaire de la France avec les huit pays de l'Union économique et monétaire ouest africaine (UEMOA), faisant suite à la réforme du franc CFA (FCFA) annoncée le 21 décembre 2019. Pour rappel, à l'occasion de la visite officielle du Président Emmanuel Macron en Côte d'Ivoire, une réforme historique du FCFA avait été annoncée conjointement avec le Président ivoirien Alassane Ouattara. Trois évolutions majeures ont été actées : i) le changement du nom de la monnaie, qui deviendra l'«ECO» ; ii) la fin de la centralisation des réserves de change au Trésor français ; iii) le retrait de la France des instances de gouvernance.

✉ lucile.basse@dgtresor.gouv.fr

▼ Lancement de l'indice d'intégration régionale en Afrique 2019

La 2e édition de l'Indice d'intégration régionale en Afrique a été lancée le 22 mai 2020. Le rapport constate que davantage doit être fait pour intégrer les économies régionales afin de les rendre plus résistantes aux chocs tels que la pandémie actuelle de COVID-19. Dans l'ensemble, l'Indice montre que les niveaux d'intégration sur le continent sont relativement faibles avec un score moyen de 0,327 sur 1. Au niveau de la CEDEAO, la Côte d'Ivoire (0,667), le Burkina Faso (0,561) et le Sénégal (0,516) sont les maillons forts en termes d'intégration régionale. Les pays de la sous-région affichent leurs meilleures performances en matière de libre circulation des personnes, mais de faibles scores en matière d'intégration productive.

✉ claude.koua@dgtresor.gouv.fr

▼ La mise en œuvre de la zone de libre-échange continentale (ZLECAf) reportée

Selon un communiqué du Secrétaire général de la ZLECAf, M. Wamkele Mene, la mise en œuvre de la zone de libre-échange continentale prévue pour le 1er juillet 2020 ne sera pas effective et a été reportée à une date ultérieure. La raison évoquée est celle de la pandémie du Covid-19 qui a fortement impacté les économies africaines. Néanmoins, le secrétaire général a souligné l'engagement et la volonté politique qui demeure d'intégrer le marché africain à travers la mise en œuvre de cet accord. Pour rappel, la ZLECAf entrée en vigueur en mai 2019 prévoit le démantèlement tarifaire des 55 États du continent.

✉ evelyne.sila@dgtresor.gouv.fr

▼ Les réserves placées par les pays de la CEMAC sur le compte d'opérations génèrent des intérêts en hausse de 35 % en 2019

Selon le rapport de gestion du compte d'opérations rendu public par la BEAC, les avoirs en devise de la CEMAC centralisées auprès du Trésor public français ont généré 13 Mds FCFA d'intérêts pour l'année 2019, ce qui représente une hausse de 35 % comparée à 2018. Cette performance s'explique par l'augmentation sensible des réserves de change conjuguée à un niveau de rémunération stable par rapport à l'année précédente.

✉ evelyne.sila@dgtresor.gouv.fr

▼ Panne nationale d'électricité au Kenya et en Ouganda

Les deux pays voisins d'Afrique de l'Est ont été privés d'électricité samedi 9 mai 2020. De son côté, la société kenyane de distribution d'électricité, Kenya Power, a déclaré avoir perdu l'alimentation électrique du réseau national en raison d'une perturbation survenue sur la principale ligne électrique de transport haute tension, entre Nairobi et la centrale géothermique d'Olkaria. En Ouganda, les raisons de la panne n'ont toujours pas été identifiées. Cette panne intervient avant le début d'une coupure d'électricité d'urgence, annoncée pour permettre des tests de libération d'eau au niveau de plusieurs centrales hydroélectriques. Les eaux du lac Victoria ont atteint leur plus haut niveau depuis 1964 et menacent les infrastructures hydroélectriques du pays.

✉ benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

▼ Solution multimodale pour le transport frontalier des marchandises via le port sec de Naivasha

A partir du 1er juin, le fret en transit au Kenya destiné à l'Ouganda, au Rwanda et au Soudan du Sud, sera récupéré au port sec de Naivasha et non au port de Mombasa. La plupart des marchandises seront déplacées du Standard Gauge Railway (SGR) sur l'ancienne ligne à écartement métrique vers Tororo et Kampala. Ces mesures interviennent alors que le port sec de Naivasha a été mis en service le 7 mai dernier. Cette infrastructure, dont le coût est évalué à 68 MUSD, contribue à renforcer les opérations du SGR et à limiter notamment le transport routier sur l'itinéraire. Cette solution de transfert modal doit permettre de réduire les mouvements de chauffeurs routiers, importants vecteurs de transmission dans le contexte actuel de pandémie au Covid-19, sans interrompre le transport transfrontalier de marchandises. 500 camions sont actuellement bloqués à différents points d'entrée au sein de la Communauté d'Afrique de l'Est, dans l'attente des résultats de leurs tests au Covid-19.

✉ benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

▼ Construction d'un câble sous-marin pour améliorer l'accès à internet du continent africain

Un consortium de huit multinationales des télécommunications dont Facebook, le français Orange et China Mobile International, ont annoncé la construction d'un nouveau système sous-marin de fibre optique qui reliera 23 pays d'Afrique, du Moyen-Orient et d'Europe. Le français *Alcatel Submarine Networks* sera chargé de la construction de ce « super câble » de 37 000 km baptisé « 2Africa ». Le câble partira du Royaume-Uni et fera le tour de l'Afrique en passant au préalable par le Portugal, pour finir sa course au Moyen Orient. Le projet vise l'amélioration de l'accès à l'internet du continent africain et du Moyen Orient. Il intervient alors que le continent africain a enregistré une augmentation de 20 % du nombre d'internautes en 2017 (+ 73 millions d'internautes). La mise en service est prévue pour 2023 ou 2024.

✉ benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

▼ Aggravation de l'invasion de criquets pèlerins

Le 21 mai, la FAO a souligné les efforts réalisés depuis plusieurs mois pour contenir et limiter les effets de l'invasion de criquets pèlerins en Afrique de l'Est : les opérations ont permis de sauver 720 000 T de céréales (soit 220 MUSD de récoltes et l'alimentation pour 5 millions de personnes) et de préserver l'habitat de 350 000 foyers de pastoralistes. Les récentes fortes pluies créent cependant des conditions favorables à la 2ème génération de criquets natifs de la région. Les besoins sont ainsi réévalués de 153 à 231 MUSD pour l'Afrique de l'Est (contre 131 MUSD d'engagements reçu). Le Nord-Ouest du Kenya et l'Ethiopie pourraient être entièrement traversés par des essaims dans les prochaines semaines. La Banque Mondiale a par ailleurs annoncé le même jour un programme régional de 500 MUSD de lutte mais également de restauration des moyens de subsistance (la 1ère phase programmée porte sur le Kenya, l'Ethiopie, l'Ouganda, Djibouti pour 160 MUSD). La lutte au Soudan sera capitale en juin/juillet pour éviter une propagation en Afrique de l'Ouest. Les risques en Asie du Sud-Ouest et Afrique de l'Ouest augmentent les fonds nécessaires appelés par la FAO de 30 MUSD et 50/75 MUSD.

✉ benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

CONJONCTURE

▼ Afrique du Sud : Le think tank SA-TIED anticipe une destruction de 3 à 7 millions d'emplois du fait de la crise

Le think tank Towards Inclusive Economic Development in Southern Africa (SA-TIED) anticipe une destruction de 3 à 7 millions d'emplois du fait de la crise. Le think tank, rattaché au ministère du Commerce, de l'Industrie et de la Concurrence (DTIC), a publié une étude analysant l'impact de la crise et des mesures de confinement sur l'économie sud-africaine. Le SA-TIED base son étude sur l'analyse de trois scénarios. Selon le scénario optimiste (enrayement rapide de l'épidémie et confinement de courte durée), le PIB se contracterait de 5,6% en 2020 et 3 millions d'emplois seraient détruits. Dans le scénario le plus pessimiste, l'économie pourrait se contracter jusqu'à 16% et 7 millions d'emplois seraient détruits – dans ce cas extrême, les modèles prédisent que le taux de chômage dans le secteur formel pourrait atteindre plus de 50% de la population active. D'après le SA-TIED, le secteur le plus affecté sera la construction (contraction de l'activité de près de 70% pendant le confinement) suivi du commerce et de la distribution (-48%) et du secteur manufacturier (-46%). A noter que ces estimations ont été réalisées avant l'annonce de l'extension du confinement puis de sa sortie progressive.

✉ clement.honore-rouge@dgtresor.gouv.fr

▼ Ghana : forte hausse de l'inflation causée par le confinement des deux principales villes du pays

L'inflation a atteint 10,6 % en avril 2020 en glissement annuel, en hausse de 2,8 pts de pourcentage sur un mois. L'indice des prix à la consommation a augmenté de 15,1% dans l'aire métropolitaine d'Accra, mais que de 2,3% dans la région nord-est. Le confinement d'Accra et Kumasi, pendant trois semaines, a entraîné des tensions sur l'approvisionnement des denrées de base. L'inflation est ainsi plus forte sur les produits alimentaires, à 14,4% en g.a. contre 7,7% pour les produits non-alimentaires. De même, l'inflation des biens produits au Ghana est beaucoup plus forte que celle des produits importés, à 13,1% contre 4,9%.

✉ adrien.massebieau@dgtresor.gouv.fr

▼ Botswana : La Banque centrale abaisse son taux directeur de 0,5 point

Le 30 avril, le comité de politique monétaire de la Bank of Botswana (BoB) a abaissé le taux directeur de 4,75% à 4,25% et le taux des réserves obligatoires de 5% à 2,5%. La banque centrale justifie cet assouplissement de la politique monétaire par l'apparition de pressions désinflationnistes : chute des prix des matières premières sur les marchés internationaux, forte contraction de l'activité domestique (estimée à 13,1% pour 2020 d'après le ministère des Finances) et ralentissement de l'activité mondiale. La BoB ne prévoit désormais un retour du taux d'inflation dans sa cible (3%-6%) qu'au cours du quatrième trimestre 2020, alors qu'il était espéré dès le second trimestre lors du rapport de politique monétaire du mois de février. Pour mémoire, le taux d'inflation est stable à 2,2% sur un an depuis le mois de décembre.

✉ clement.honore-rouge@dgtresor.gouv.fr

▼ Afrique du Sud : La SARS anticipe une baisse de 15% à 20% des recettes fiscales en 2020

Dans une conférence de presse qui s'est tenue le 5 mai, le commissaire de la SARS, M. Edward Kieswetter, a indiqué que son administration anticipait une réduction des recettes fiscales comprise entre 15% et 20% par rapport au montant initialement prévu dans le budget présenté fin février. Outre la contraction de l'activité, la SARS s'attend à ce que les suspensions et les reports d'échéances accordés par le gouvernement dépassent le montant annoncé de 70 Mds ZAR (3,5 Mds EUR). En avril, premier mois de l'exercice fiscal, les revenus collectés par la SARS (TVA, droits de douane et impôt sur les sociétés) ont déjà enregistré une baisse de près de 9% par rapport à la même période il y a un an. M. Kieswetter s'est également dit inquiet de l'impact de la crise sur les fermetures d'entreprises – alors qu'elles avaient déjà augmenté en janvier et en février (+13% sur les deux mois par rapport à la même période il y a un an), du fait des mauvaises performances que l'économie enregistrerait déjà en début d'année.

✉ clement.honore-rouge@dgtresor.gouv.fr

▼ Zimbabwe : Le Président dévoile un plan de soutien budgétaire à l'économie représentant 9% du PIB

Le 1er mai, le Président E.D Mnangawa a annoncé un plan de soutien économique et social de 18 Mds ZWL, soit 9% du PIB. Ce paquet budgétaire se compose d'un programme de plantation pour assurer la sécurité alimentaire du pays (6,1 Mds ZWL), d'un système de garanties de prêts bancaires en faveur des entreprises industrielles (2,5 Mds ZWL), d'une facilité de prêt au secteur minier (1 Mds ZWL) ainsi qu'un plan d'aide alimentaire aux plus démunis (2,4 Mds ZWL). Le défi pour le gouvernement va consister à financer ces mesures alors que ses marges de manœuvre budgétaires sont très limitées, notamment par le fait qu'il n'a pas plus accès aux financements internationaux pour cause d'arriérés de paiement vis-à-vis des institutions financières internationales et de nombreux créanciers souverains. Pour mémoire, une des raisons à l'origine de la crise de change et de confiance dans la monnaie domestique qui s'est déclenchée en octobre 2018 est le financement de larges déficits par de la création monétaire.

✉ clement.honore-rouge@dgtresor.gouv.fr

▼ Nigéria : 40,1% de la population vivrait sous le seuil de pauvreté

Selon une enquête du Bureau nigérian des statistiques sur la période 2018-19, basée sur un échantillon de 22 110 ménages représentatif à l'échelle des États fédérés, 40,1% de la population nigériane vivrait sous le seuil de pauvreté national de 137 430 NGN par an (env. 382 USD), l'équivalent de 82,9 millions de personnes. Ce taux de pauvreté dissimule de fortes disparités : entre milieux urbain (18%) et rural (52,1%), ainsi qu'entre les États du Sud (4,5% à Lagos, 6% à Delta) et les autres (55% à Kano, 87% à Sokoto et Taraba). De même, le niveau moyen de consommation annuelle du premier quintile (i.e. 20% les plus riches) est plus de 6 fois supérieur à celui du dernier quintile (i.e. 20% les plus pauvres).

✉ paul.vernus@dgtresor.gouv.fr

▼ Nigéria : le Parlement étudie une proposition rectificative de budget 2020 pour faire face à la crise

Le prix du baril retenu par le gouvernement dans sa proposition a été fixé à 25 USD (contre 57 USD dans le Budget initial) pour une production de 1,94 million de barils par jour (contre 2,18 mb/j précédemment). Les dépenses ont été revues à la baisse, de 10 590 Mds NGN à 10 520 Mds NGN, tout comme les recettes publiques, de 8 150 Mds NGN à 5 158 Mds NGN. Néanmoins, la dévaluation du naira de 305 NGN/USD à 360 NGN/USD amplifie cette révision. Le déficit devrait plus que doubler et atteindre 5 365 Mds NGN. La proposition rectificative du Budget doit maintenant être approuvée par l'Assemblée nationale, avant d'être ratifiée par le président de la République.

✉ paul.vernus@dgtresor.gouv.fr

▼ Nigéria : le NESG recommande la mise en place d'un plan de relance pour répondre à la crise

Le think tank Nigerian Economic Summit Group (NESG) propose trois scénarii pour 2020. Dans le meilleur des cas (prix du baril à 35 USD et production de 1,3 mb/j), la récession atteindrait -4,1% sur l'année et l'inflation 15%, contre 11,4% en 2019. Dans une hypothèse intermédiaire d'un baril à 20 USD et une production de 1,3 mb/j, la croissance déclinerait de -5,3% pour une inflation de 17,5%. Enfin, dans le pire des cas (baril à 15 USD, production à 1,3 mb/j), le PIB chuterait de -7,3% et l'inflation atteindrait 18,4%. Le NESG juge insuffisantes les mesures prises jusqu'à présent et recommande un plan de relance plus ambitieux (d'un total de 10 100 Mds NGN, env. 25,2 Mds USD, soit 7% du PIB).

✉ paul.vernus@dgtresor.gouv.fr

▼ Nigéria : l'ampleur de la récession dépendra du plan de relance pour y faire face, précise la ministre des Finances

En l'absence de mesures contra-cycliques, l'économie nigériane pourrait se contracter de -4,4% à -8,9% en 2020 a expliqué la ministre nigériane des Finances, mais les mesures proposées jusqu'ici (env. 3,1 % du PIB) pourraient néanmoins permettre de limiter la contraction à -0,4% sur l'année. Toujours selon la Ministre, le programme d'aide actuellement en discussion avec la Banque mondiale, suite à la demande du gouvernement d'un soutien de 2,5 Mds USD, comprendrait 1,5 Md USD dédié aux États fédérés, pour un déboursement espéré d'ici fin septembre. A noter également, l'inflation continue d'accélérer, atteignant +12,34% en avril, contre +12,26% le mois précédent.

✉ paul.vernus@dgtresor.gouv.fr

▼ Nigéria : Fitch dévoile ses estimations sur les conséquences de l'accord OPEP+ sur l'économie

Dans le cadre de l'accord OPEP+, le Nigéria s'est engagé à réduire sa production pétrolière moyenne annuelle de 2,1 millions de barils par jour (Mb/j) à 1,88 Mb/j. Selon l'agence de notation Fitch Ratings, le pays devrait ainsi connaître une récession de l'ordre de 3% sur l'année avant un rebond à 3% en 2021, avec des prix moyens de 35 USD par baril en 2020 puis de 45 USD en 2021 et des réserves de change à 23,3 Mds USD fin 2020. D'après Fitch, le recours aux prêts multilatéraux couvrira 21% du déficit de l'année 2020, qui atteindra 3,8% du PIB puis 2,5% en 2021. Pour rappel, en avril l'agence avait dégradé la note souveraine du Nigéria de B+ à B avec une perspective négative.

✉ paul.vernier@dgtresor.gouv.fr

▼ Nigéria : les Nigériens consacrent près de 60% de leur budget à la nourriture

Selon le Bureau nigérian des statistiques, la consommation des ménages aurait représenté environ 58% du revenu national en 2019. Après une baisse de 2,1% en 2018, elle aurait légèrement augmenté de 0,4% l'année dernière. Les ménages de la région sud-ouest (env. 20% de la population totale) représenteraient près de 30% de la consommation agrégée, dont 13% à Lagos. La région nord-ouest (env. 25% de la population) en représenterait 17%. De ces dépenses totales de consommation, 57% seraient consacrés à l'achat de nourriture. Parmi les dépenses non-alimentaires, le transport et l'éducation sont prioritaires, avec la santé pour les ménages en zone rurale et les services, dont les télécommunications, pour ceux en zone urbaine.

✉ paul.vernus@dgtresor.gouv.fr

▼ Ghana : la Banque centrale annonce un plan d'achat d'actifs

A l'issue de son comité de politique monétaire de mai, la Banque du Ghana (BoG) a annoncé la mise en place d'un programme d'achat d'actifs pour 10 Mds GHS (env. 1,6 Md EUR), dont 5,5 Mds GHS ont déjà été utilisés pour le rachat d'obligations souveraines ghanéennes. Par ailleurs, le taux de réserves primaires passe de 8% à 6% pour les institutions de prêts et dépôts et de 10% à 8% pour les institutions de microfinance. La BoG a également conclu un accord de mise en pension avec la Réserve fédérale américaine d'un montant de 1 Md USD. Ce mécanisme, similaire à un accord de swap entre banques centrales, est adossé à des bons du Trésor américain et permettra à la BoG de se couvrir partiellement contre un risque de liquidité.

✉ adrien.massebieau@dgtresor.gouv.fr

▼ Mauritanie : La SOMELEC annonce la fin des délestages

La Société mauritanienne d'électricité annonce la fin de tous les délestages suite à un vaste programme d'acquisitions, de redéploiement d'équipements, et de révision des groupes électrogènes. Ces améliorations interviennent dans un contexte marqué par une augmentation significative de la consommation nationale d'énergie en raison des mesures prises afin de contenir la pandémie de COVID-19.

✉ pierre-antoine.pollot@dgtresor.gouv.fr

▼ **Mauritanie : Le ministre des Finances confirme une contraction de l'économie de 2% en 2020**

Le ministre des Finances, Mohamed Lemine Ould Dhehbi, a déclaré le 6 mai 2020 qu'en raison des effets de la crise liée au COVID-19, l'économie mauritanienne devrait se contracter de 2% et le déficit budgétaire devrait atteindre 5% du PIB en 2020, selon les estimations. Il annonce l'adoption de dispositions en vue de « relever le niveau de la fiscalité, à travers la hausse de l'ensemble des taxes et l'institution de nouveaux critères d'agrément des représentations de sociétés étrangères pour éviter la fraude fiscale et la réduction des assiettes de prélèvements ».

✉ pierre-antoine.pollot@dgtresor.gouv.fr

▼ **Mauritanie : Allègement progressif des mesures de lutte contre la COVID-19**

Après un premier allègement du couvre-feu au début du mois de Ramadan, les autorités mauritaniennes confirment la tendance de l'assouplissement en le réduisant une seconde fois de 23h à 06h (anciennement de 21h à 06h). La prière du vendredi est désormais autorisée dans les mosquées dans un strict respect des mesures de distanciation. Après deux mois d'inactivité, les marchés obtiennent l'autorisation de réouverture et les restaurateurs peuvent reprendre les ventes par livraison (l'accueil du public restant interdit). La réouverture des écoles est toujours programmée pour le 25 mai 2020.

✉ pierre-antoine.pollot@dgtresor.gouv.fr

▼ **Mauritanie : Un plan national de riposte au COVID-19 d'un montant de 595 M EUR**

Le ministre de l'Économie et de l'Industrie a présenté le 8 mai 2020 le Plan national multisectoriel de riposte au COVID-19 en présence des donateurs et partenaires techniques. La santé, la coordination et le suivi du plan de veille économique, les mesures d'atténuation de l'impact socio-économique, la relance économique et l'accès aux services de base ainsi que les aspects sécuritaires sont les cinq piliers du projet présenté par le gouvernement. Ce plan national est évalué à 24,3 Mds MRU (595,3 M EUR) dont une part importante est financée sur le budget de l'État. Le ministre a confirmé les prévisions d'une contraction de l'économie de 2 % et d'un déficit budgétaire de l'ordre de 5 % du PIB.

✉ pierre-antoine.pollot@dgtresor.gouv.fr

▼ Cap-Vert : La dette publique atteint 123,7% du PIB au quatrième trimestre 2019

Selon le ministère des Finances cap-verdien, la dette publique a augmenté de 5,8% en 2019 par rapport à l'année précédente, passant de 229 Mds CVE (2 070 M EUR) à 242 Mds CVE (2 191 M EUR). Son ratio par rapport au PIB du pays a en revanche diminué, passant de 124% du PIB à fin 2018, à 123,7% à la fin de 2019, en raison d'une croissance du PIB de 6,1% en 2019. La dette publique extérieure représente 73% du total. Le service de la dette a augmenté, passant de 14,8 Mds CVE (134 M EUR) en 2018 à 15,6 Mds CVE (142 M EUR) en 2019, soit 25% des recettes domestiques (contre 28,6% en 2018).

✉ lucile.porte@dgtresor.gouv.fr

▼ Cap-Vert : Hausse des exportations et des importations au 1^{er} trimestre 2020 en g.a.

Selon l'Institut national de la statistique du Cap-Vert, les importations du pays ont augmenté de 5,4% en g.a, à 18 351 M CVE (166 M EUR), et les exportations de 25,1%, pour s'établir à 1 253 M CVE (11,3 M EUR) au cours du 1^{er} trimestre 2020. Le déficit de la balance commerciale s'est accru de 4,2% sur la période et le taux de couverture a augmenté de 1,1 pp. L'Europe a été le 1^{er} client (94,3% des exportations) et fournisseur (77,9% des importations) du pays, avec en tête l'Espagne et le Portugal. Les produits préparés et conserves sont le 1^{er} poste d'exportation du Cap-Vert (61,6%). Les combustibles représentent le 1^{er} poste d'importations du pays (12,3%), suivis des réacteurs et chaudières (7,2%).

✉ lucile.porte@dgtresor.gouv.fr

▼ Cap-Vert : Hausse des prêts au secteur privé en 2019 (+3,9% en g.a.)

Selon la Banque centrale du Cap-Vert, l'encours des crédits à l'économie dans le pays ont augmenté de 3,9% en 2019, pour atteindre 115 252 M CVE (1 040 M EUR). Les crédits aux entreprises publiques non financières ont augmenté de 4,2% en 2019 pour atteindre 5 607 M CVE (50,6 M EUR) et les prêts au secteur privé ont cru de 3,9% pour s'établir à 109 644 M CVE (989,7 M EUR). La Banque centrale explique cette évolution par la hausse des prêts aux entreprises privées pour le financement des stocks, du fonds de roulement et des investissements, ainsi qu'aux particuliers pour le financement de la construction et de l'achat de maisons. Le taux d'intérêt moyen sur les prêts est passé de 10,25% en 2018 à 10,34% en 2019.

✉ lucile.porte@dgtresor.gouv.fr

▼ Cap-Vert : Fitch abaisse la note du Cap-Vert à B- et prévoit une récession de 14%

L'agence de notation financière Fitch a abaissé la note du Cap-Vert de B à B- avec une perspective stable, prévoyant une récession de 14% en 2020 en raison de l'arrêt du tourisme, qui représente 23% du PIB, dans un contexte où la demande extérieure stagne et la consommation privée est contrainte par les mesures de restrictions. La dette publique augmenterait à 154% du PIB, ce qui entrainerait une hausse des coûts du service de la dette et générerait des risques de refinancement. Selon l'agence, le déficit budgétaire atteindrait 10,2% du PIB en 2020, alors qu'il était de 2% à fin 2019. Pour 2021, Fitch prévoit une forte reprise, avec une croissance du PIB de 8,5%.

✉ lucile.porte@dgtresor.gouv.fr

▼ Burkina-Faso : Création d'une plateforme pour recenser les innovations numériques

Le ministère du Développement de l'Economie numérique et des postes a procédé au lancement d'une plateforme dénommée « Platinum », le 12 mai 2020. Il s'agit d'une base de données de tous les projets numériques au Burkina Faso, avec un classement des projets par secteur d'activité et par source. L'accès à une solution numérique sur la plateforme permet d'obtenir des informations sur le service proposé, son niveau d'avancement, sa date de création et la source de la solution numérique. L'objectif est de donner de la visibilité aux innovations numériques burkinabè.

✉ valerie.traore@dgtresor.gouv.fr

▼ Guinée : Cheick Tailby Sylla, ministre de l'Energie, renvoyé du gouvernement

Le ministre de l'Energie, Cheick Taliby Sylla, a été renvoyé du gouvernement sur décret du président de la République, rendu public le 12 mai. Cette décision intervient après une forte dégradation de la fourniture en courant électrique ces dernières semaines, malgré l'arrivée en janvier 2020 d'un navire turc hébergeant une centrale thermique. La dégradation du service s'expliquerait par la mise à l'arrêt de plusieurs centrales thermiques (détenues par des sociétés privées), qui n'étaient plus payées par l'opérateur public Electricité de Guinée (EDG).

✉ loic.perinquey@diplomatie.gouv.fr

▼ Guinée-Bissau : Le Président initie la révision de la Constitution

Le Président Umaro Sissoco Embaló a annoncé la création d'une commission chargée de proposer un projet de révision de la Constitution. Un décret présidentiel a été pris à cet effet et les 5 membres de cette commission, choisis par le Président lui-même, auront 90 jours pour présenter leur travail. Le système semi-présidentiel hybride établi par l'actuelle Constitution est considéré comme une disposition au cœur des blocages institutionnels que connaît le pays depuis 2015. La clarification du partage des pouvoirs entre le Président et le Premier ministre, qui gouverne et forme le gouvernement, serait l'une des principales demandes des acteurs politiques bissau-guinéens et de la communauté internationale.

✉ claudio.koua@dgtresor.gouv.fr

▼ Libéria : La Banque centrale conclut un contrat avec Crane AB pour l'impression de billets

La Banque centrale du Libéria (BCL) a annoncé avoir retenu l'offre de l'entreprise américaine Crane AB pour l'impression et la livraison de 4 Mds LRD (18,7 M EUR), en coupures de 500 LRD. Le gouverneur de la CBL a déclaré que pour garantir l'intégrité du processus et sa pleine conformité avec les normes internationalement reconnues, la CBL a bénéficié des conseils du cabinet Kroll Associates, grâce à un programme d'assistance technique financée par l'USAID. Pour rappel, le cabinet Kroll a produit en février 2019, sur requête du Gouvernement libérien, un rapport d'investigation sur les irrégularités de procédures relatives à l'achat de nouveaux billets de banque par la BCL.

✉ claude.koua@dgtresor.gouv.fr

▼ Mali : Adoption d'une loi de finances rectificatives face au contexte de la COVID-19

Le gouvernement malien a adopté une Loi de finances rectificative pour l'exercice budgétaire 2020. Cette modification intervient pour tenir compte des nouvelles orientations découlant des réponses à la crise sanitaire liée au COVID-19. Ainsi, les prévisions rectifiées des recettes budgétaires s'élèvent à 2 041 Mds FCFA (3,1 Mds EUR, soit une réduction de 6,46%, par rapport au budget initial). Les dépenses budgétaires rectifiées se chiffrent à 2 781 Mds FCFA (4,2 Mds EUR), soit une augmentation de 6,77% par rapport au budget initial. Le projet de budget rectifié dégage un déficit prévisionnel révisé de 740 Mds FCFA (1,1 Md EUR), soit une hausse de 317,2 Mds FCFA (483,6 M EUR) ou de 75%.

✉ claude.koua@dgtresor.gouv.fr

▼ Niger : Adoption par le Conseil des Ministres du projet de loi de finances rectificative 2020

Le Projet de loi portant rectification de la loi de finances pour l'année budgétaire 2020 a été adopté en Conseil des ministres, le 8 mai 2020, afin de mieux tenir compte des impacts du COVID-19. Le Niger a décidé de revoir son budget à la hausse, de 2 266,15 Mds FCFA (3,4 Mds EUR) initialement à 2 405,53 Mds FCFA (3,6 Mds EUR), soit une augmentation de 6,15%. Le projet de loi sera transmis à l'Assemblée Nationale pour une adoption définitive. Pour rappel, les perspectives de croissance du Niger pour l'année 2020 ont été revues à la baisse de 4,3 points dans la dernière publication du FMI en avril 2020, à 1 %.

✉ bouqueto@afd.fr

▼ Niger : Réouverture des lieux de culte et levée du couvre-feu à Niamey

Dans un communiqué lu sur les chaînes publiques, le gouvernement nigérien a pris plusieurs dispositions dans le cadre de l'allègement des mesures de confinement. Parmi les mesures prises, les autorités ont décidé de lever le couvre-feu en vigueur dans la capitale Niamey. Elles ont également décidé de la réouverture des lieux de culte à compter du 13 mai 2020 sur toute l'étendue du territoire national. Le ministre de l'Enseignement supérieur, Yahouza Sadissou, a quant à lui annoncé que les établissements scolaires et universitaires rouvriraient à partir du 1er juin dans l'ensemble du pays.

✉ bouqueto@afd.fr

▼ Togo : Inflation à 2,4% en avril 2020 en g.a

L'indice des prix à la consommation du mois d'avril 2020 enregistre une hausse de 2,4% en g.a, après une augmentation de 1,8% en mars 2020. Les prix des produits alimentaires, avec un renchérissement de 4,6% en g.a, sont la principale cause de cette hausse, en lien avec le comportement euphorique des consommateurs ainsi que la surenchère de certains opérateurs économiques, suite à la crise de la COVID-19. En moyenne annuelle, le taux d'inflation s'établit à 0,7%.

✉ gregory.lenne@dgtresor.gouv.fr

▼ Côte d'Ivoire : Levée progressive des mesures de restrictions face à la pandémie de COVID-19 dans le Grand Abidjan

A l'issue d'une réunion extraordinaire du Conseil national de sécurité, le 14 mai, présidée par le Président ivoirien, la levée et l'assouplissement de plusieurs mesures visant à contenir la propagation de l'épidémie de COVID-19 ont été annoncés : la levée du couvre-feu et des mesures de fermeture des restaurants à compter du 15 mai ; le réaménagement des mesures de restriction de rassemblements de population ; la réouverture des établissements d'enseignement scolaires et supérieurs à compter du 25 mai 2020. L'état d'urgence a été reconduit sur toute l'étendue du territoire jusqu'au 31 mai 2020 et les frontières restent fermées. L'isolement du Grand Abidjan est maintenu.

✉ lucile.basse@dgtresor.gouv.fr

▼ Cap-Vert : Les exportations de services représentent 8% du PIB en 2019

Selon la Banque centrale du Cap-Vert, les recettes issues des passagers transportés par la compagnie Cabo Verde Airlines sur les lignes internationales, correspondant aux exportations de services de transports réalisées par cette compagnie, ont augmenté de 37% en 2019, pour représenter près de 8% du PIB capverdien en 2019 (estimé à 197,8 Mds CVE, soit 1,8 Md EUR). La Banque centrale met en avant la bonne performance de la balance des services, dont le solde a augmenté de 26% en 2019, pour atteindre 37 Mds CVE. En 2019, les réserves internationales nettes ont atteint un record à 70 Mds CVE (661 M EUR), couvrant 6,9 mois d'importations de biens et services.

✉ lucile.porte@dgtresor.gouv.fr

▼ Cap-Vert : Hausse des flux d'IDE de 3,2% en 2019

Les flux d'IDE au Cap-Vert ont augmenté de 3,2% en 2019 pour atteindre 10,4 Mds CVE (94 M EUR), principalement tirés par les investissements dans le secteur du tourisme (+41,6%). L'Espagne demeure le premier investisseur dans le pays, principalement dans le secteur de la pêche, avec 937 M CVE (8,5 M EUR) en 2019, mais en baisse de 51,3% par rapport à 2018. Les flux d'IDE en provenance de l'Italie ont connu la plus forte croissance annuelle, avec plus de 320%, pour atteindre 202 M CVE (1,8 M EUR) sur 2019. Les flux nets d'IDE du Portugal vers le Cap-Vert sont devenus négatifs en 2019, à -1 847 M CVE (-16,7 M EUR), après un flux positif de 1 033 M CVE en 2018.

✉ lucile.porte@dgtresor.gouv.fr

▼ Mali : Premier pays à obtenir la suspension du paiement de sa dette par le Club de Paris

Au titre de l'initiative du G20 relative au moratoire sur le service de la dette, le Club de Paris a approuvé la suspension du service de la dette du Mali envers les pays créanciers membres, du 1er mai au 31 décembre 2020. Le report de paiement, évalué à 23 Mds FCFA, sera échelonné sur trois ans à compter de 2022. Le Mali est le premier pays bénéficiaire officiel du moratoire. Pour rappel, les ministres des Finances du G20 et les créanciers du Club de Paris s'étaient accordés, le 15 avril 2020, sur une suspension temporaire du service de la dette pour les pays les plus pauvres. L'objectif du moratoire est d'aider ces pays à faire face économiquement aux conséquences de la pandémie du COVID-19.

✉ lucile.basse@dgtresor.gouv.fr

▼ Mali : Création du comité de gestion du « Fonds de concours pour la lutte contre le COVID-19 »

Le comité de gestion du « Fonds de concours pour la lutte contre le COVID-19 » a été créé le 14 mai 2020. Composé de 9 membres, il a pour mission de veiller à la gestion transparente du « Fonds de concours » mis en place dans le cadre de la lutte contre le COVID-19. Le comité de gestion est présidé par le secrétaire général du ministère de l'Economie et des Finances qui sera assisté par 5 représentants du secteur public (dont 3 du ministère de la Santé et des Affaires Sociales), 2 représentants du secteur privé (le Conseil national du patronat du Mali et la Chambre de Commerce et d'Industrie du Mali) et un représentant de la société civile (le Conseil national de la Société civile).

✉ claude.koua@dgtresor.gouv.fr

▼ Mali : Inflation négative, à -1,9% en g.a. en avril 2020

L'indice des prix à la consommation des ménages au Mali, au mois d'avril 2020, a connu une baisse de -0,3% par rapport au mois précédent et de -1,9% en glissement annuel. Cette baisse est tirée par la diminution des prix des services liés à la communication (-19,4% en g.a.), aux loisirs (-9,6% en g.a.), à la santé (-4,3% en g.a.), les produits alimentaires (-0,4% en g.a.) ainsi que du logement et de l'énergie (-0,9% en g.a.). Cette tendance est partiellement atténuée par la hausse des prix des articles d'habillement et chaussures (+3,8% en g.a.) et des restaurants et hôtels (+2,1% en g.a.). Pour rappel, le critère de convergence de l'UEMOA fixe le seuil maximum de l'inflation à +3%.

✉ lucile.basse@dgtresor.gouv.fr

▼ Mauritanie : Adoption de la loi de finances rectificative 2020

Le parlement a adopté, le 20 mai, la loi de finances rectificative pour l'année 2020. Les ressources prévisionnelles atteindraient 55 Mds MRU (1,35 Md EUR), soit une baisse de 8,8% par rapport aux projections initiales. Les recettes fiscales passeront de 42,7 Mds MRU (1 Md EUR) à 33,7 Mds MRU (829 MEUR). Les dépenses atteindraient 70 Mds MRU (1,7 Md EUR), contre 60 Mds MRU (1,4 Md EUR) initialement. Le budget qui était prévu excédentaire de 970 M MRU (23,8 M EUR) sera finalement déficitaire de 15 Mds MRU (369 M EUR). L'augmentation des dépenses de l'Etat est principalement axée sur des pôles sanitaires et sociaux afin de faire face à la crise de COVID-19. L'économie mauritanienne devrait se contracter de 2% en 2020.

✉ pierre-antoine.pollot@dgtresor.gouv.fr

▼ Sénégal : Hausse de 2,1% des prix à la consommation au premier trimestre 2020

Selon l'Agence nationale de la statistique et de la démographie (ANSD), l'indice des prix à la consommation a augmenté de 2,1% au premier trimestre 2020 par rapport au premier trimestre 2019, tiré en particulier par les prix des transports (+2,2% en g.a), des produits alimentaires et boissons non alcoolisées (+2,1% en g.a), des restaurants et hôtels (+2,1% en g.a). Par rapport au quatrième trimestre de 2019, les prix à la consommation ont diminué de 0,7%, avec une baisse de 1,7% pour les produits alimentaires et une hausse de 1% des services de restaurants et hôtels.

✉ diadame.diaw@dgtresor.gouv.fr

▼ Sénégal : Creusement du déficit commercial en mars 2020

Au mois de mars 2020, les exportations du Sénégal sont ressorties à 153,4 Mds FCFA (234 M EUR), contre 163,4 Mds FCFA (249,1 M EUR) en février, soit une baisse de 6,1%. Par rapport au mois de mars 2019, les exportations ont diminué de 24,5%. Les importations sénégalaises sont en revanche en hausse de 68% par rapport à février 2020. Sur un an, les importations ont augmenté de 56,8%. Le déficit commercial du pays se creuse, à 332,8 Mds FCFA (507 M EUR) en mars, contre 126 Mds FCFA (192,1 M EUR) en février. Le cumul du solde commercial, à fin mars 2020, s'est détérioré pour s'établir à -532,4 Mds FCFA (811,6 M EUR) contre -410,1 Mds FCFA (625,2 M EUR) pour la période correspondante en 2019.

✉ diadame.diaw@dgtresor.gouv.fr

▼ **Sénégal : Hausse des prix des produits importés et exportés de 2,5% en g.a au premier trimestre 2020**

Sur le premier trimestre 2020, les prix des produits importés ont augmenté de 2,5% par rapport au premier trimestre 2019. En mars 2020, les prix des produits importés ont augmenté de 1,5% par rapport au mois précédent, tirés principalement par les graisses et huiles animales et végétales (+15,7%) et les métaux communs et ouvrages (+5,5%). Les prix des produits exportés ont également augmenté de 2,5% au premier trimestre 2020 en g.a. Par rapport à février 2020, les prix des produits à l'exportation se sont relevés de 0,2% en mars. Cet accroissement est lié principalement à la hausse des prix des machines et appareils (+19,4%) ainsi que des chaussures et coiffures (+15,1%).

✉ diadame.diaw@dgtresor.gouv.fr

▼ **Guinée équatoriale : l'économie connaîtrait une contraction entre -5,8 et -8,9 % en 2020 en raison de l'impact de la pandémie de COVID-19**

Dans un rapport commandé par le ministère de l'Économie sur l'impact économique de la pandémie, l'Institut national de statistique prévoit un impact négatif sur l'économie tant dans un scénario optimiste qu'un scénario pessimiste. Le premier scénario prévoit une baisse du PIB réel de 5,8 % en 2020. Le PIB pétrolier se contracterait de 7,2 % et le PIB non pétrolier chuterait de 4,7 %. Dans le cadre du scénario pessimiste, le PIB chuterait de 8,9 % (-12,5 % pour le secteur pétrolier et -5,3 % pour le non pétrolier). Quant aux recettes publiques, qui dépendent à environ 80 % des revenus pétroliers, elles devraient se réduire d'environ un quart.

✉ arthur.berthet@diplomatie.gouv.fr

▼ **Guinée équatoriale : une opération de titrisation pour le remboursement des arriérés de paiement**

Le ministère des Finances, de l'Économie et de la Planification a informé les entreprises créancières et les banques que, soutenu par la facilité africaine de soutien juridique de la BAfD et le cabinet McKinsey, elle allait conduire une opération de titrisation sur le marché de la CEMAC. Il reste à la Guinée équatoriale à conduire des accords avec le secteur bancaire pour convaincre les établissements de crédit d'adhérer à cette opération. Cette opération permettrait de réduire la dette interne de la Guinée équatoriale, comme prévue dans le cadre du programme FMI.

✉ arthur.berthet@diplomatie.gouv.fr

▼ Congo-Brazzaville : Le Comité national économique et financier de la BEAC a tenu sa première réunion

Le Comité national économique et financier, qui remplace désormais le Comité monétaire économique et financier et le Conseil national de crédit, a tenu le 15 mai à Brazzaville sa première réunion. Il en ressort que la crise sanitaire du Covid-19 a négativement impacté les activités économiques, entraînant une baisse des prévisions de croissance entre -6 et -9% en 2020. Conformément à l'appel adressé par l'État congolais aux banques pour les inciter à soutenir le secteur privé, le Directeur national de la Banque centrale a indiqué que celles-ci vont prendre des mesures pour soulager les entreprises, notamment celles des secteurs sinistrés du BTP, du tourisme et de l'hôtellerie.

✉ Ingrid.oramalu@dgtresor.gouv.fr

▼ Djibouti : Maintien en risque élevé de surendettement

Le FMI considère que Djibouti demeure en risque élevé de non-soutenabilité de sa dette publique en raison d'importantes tensions de liquidités potentielles considérant le poids du service de la dette rapporté aux recettes publiques (20 % en 2020). La dette publique, quasiment exclusivement externe, a progressé de 34% à 71% du PIB entre 2013 et 2017 et devrait atteindre 73% du PIB en 2020. Fin 2018, la Chine en détenait 74 % avec un encours de 1,5 Md USD (soit 52% du PIB). Le Fonds Arabe de Développement Economique et Social (FADES) est le second créancier du pays (183 MUSD), devant la Banque Mondiale (149 MUSD) et la BAD (107 MUSD). En 2019, EXIM Bank of China avait consenti une restructuration sur la partie djiboutienne du chemin de fer Addis-Ababa-Djibouti (16% du PIB) réduisant la valeur nette du service de sa dette.

✉ anne-brigitte.masson@dgtresor.gouv.fr

▼ Ethiopie : Plafonnement des retraits par la Banque centrale

La Banque centrale a publié le 19 mai une directive qui plafonne les retraits en espèces des personnes physiques et morales, applicable à toutes les banques et instituts de microfinance. Ainsi, les individus ne pourront retirer qu'un total de 1M ETB par mois (environ 30 000 USD) et 2,5M pour les entreprises. Les banques privées quant à elles devront présenter un rapport hebdomadaire justifiant les retraits dépassant les limites imposées par la Banque Centrale. Cette directive viserait à prévenir des manques de liquidités, à limiter le blanchiment d'argent et à encourager les transactions digitales. D'après l'association des banques éthiopiennes, 113 Mds ETB seraient en circulation en dehors du système bancaire.

✉ anne-brigitte.masson@dgtresor.gouv.fr

▼ Ouganda : Sortie de 43 MUSD de capitaux sur février et mars

Alors que le gouvernement ougandais s'apprête à déclarer un confinement national pour contrôler la propagation de la Covid19, les investisseurs étrangers se tournent vers des placements plus sûrs, selon la Banque centrale ougandaise (BoU). Les retraits se répartissent entre 16 MUSD de liquidation de titres d'État, et 28 MUSD de placements en dépôts dans les banques commerciales. Selon la BoU, le shilling a alors connu un niveau record le 25 mars à 3920 UGX/USD, contre 3650 en janvier, pour se maintenir sous les 3800 UGX/USD depuis avril.

✉ suzanne.koukouiprada@dgtresor.gouv.fr

▼ Ethiopie : Le taux d'inflation atteint 22,9 % en g.a. en avril 2020, selon l'agence centrale de statistique (CSA)

L'indice général des prix a progressé de 0,3 point sur le seul mois de avril, soit le niveau d'inflation le plus élevé depuis sept ans. Selon l'agence, cette augmentation provient essentiellement de la recrudescence des prix des produits non-alimentaires (+19,2 % en g.a., +1,6 point par rapport à mars). Le prix des produits alimentaires quant à lui a connu une légère baisse (+25,9 % en g.a., -1 point par rapport à mars), imputée aux mesures de stabilisation du marché prises par le ministère du Commerce et de l'Industrie, notamment grâce à un renforcement des liens entre les coopératives agricoles et les coopératives de consommateurs en ville.

✉ anne-brigitte.masson@dgtresor.gouv.fr

▼ Madagascar : Révision à la baisse des prévisions économiques par la Banque centrale

La Banque centrale de Madagascar (BCM) a ramené sa prévision de croissance du PIB à 1,2% en 2020 contre 5,5% inscrit en LFI. Les estimations du FMI sont plus pessimistes, révisant la croissance à 0,4% en 2020. L'inflation a baissé à 3,9% contre 6,6% en glissement annuel par rapport à mars 2019 et le taux de pression fiscale à 8,5% du PIB (contre 10% en 2019). Le déficit courant s'est creusé à 0,5% contre 0,2% à la même période en 2019. Fin mars 2020, le niveau des réserves de devises reste stable par rapport à fin décembre 2019, correspondant à 4,2 mois d'importations. Par ailleurs, la BCM a maintenu sa politique monétaire inchangée à l'issue de la réunion de son comité le 8 mai.

✉ frederic.choblet@dgtresor.gouv.fr

▼ Ouganda : Forte diminution des principales sources de devises

La Banque centrale ougandaise (BoU) envisage une nette dégradation de la balance des paiements, avec une chute significative de l'activité touristique, des transferts de fonds et des IDE. En ce qui concerne le tourisme, les recettes diminueraient de 1,1 Md USD en 2018/2019 à 748 MUSD pour l'exercice 2019/2020 et 369 MUSD en 2020/21. Concernant les transferts de la diaspora, une chute à 238 MUSD pour l'exercice 2020/21 contre 1,3 Mds USD en 2018/19 et 955 MUSD en 2019/2020 est envisagée. Les IDE passeraient de 1,4 Mds USD en 2018/19 à 766 MUSD en 2019/20 et 302 MUSD pour 2020/21. Les principaux bénéficiaires de ces capitaux, tels que l'immobilier, l'exploitation minière et l'industrie manufacturière, subiraient ainsi une brusque baisse d'activité. Ces baisses conduiront à un creusement du déficit du compte courant : de 3 Mds USD en 2018/19 à 3,2 en 2019/20 puis 4,1 en 2020/21.

✉ suzanne.koukouiprada@dgtresor.gouv.fr

▼ Ouganda : Manque à gagner de 789 Mds UGX (208 MUSD) en avril pour les caisses de l'Etat

Ces pertes reflètent l'effondrement de l'activité après l'annonce du confinement en mars, forçant les entreprises à fermer, licencier des employés ou réduire les salaires pour survivre à la crise. Dans son dernier rapport sur la performance de l'économie, le ministère des Finances précise que les taxes à l'importation ont été les plus touchées - à hauteur de 314 Mds UGX (83 MUSD) - les pays d'origine ou de destination étant pour la plupart fermés en raison de la pandémie de Covid19. Les taxes prélevées sur des marchandises comme la bière, les spiritueux et le sucre ont également été moins élevées que prévu, dans la mesure où les bars, les restaurants et les hôtels sont restés fermés au cours des deux derniers mois. La faiblesse des recettes, selon le rapport, a obligé le gouvernement à emprunter pour assurer la plupart de ses activités. L'Ouganda a ainsi reçu un prêt du FMI (490 MUSD) et est également en discussion avec la Banque mondiale et la Banque africaine de développement.

✉ suzanne.koukouiprada@dgtresor.gouv.fr

▼ Ouganda : Financement d'urgence de 491,5 MUSD approuvé par le FMI

Ce soutien vise à aider le pays face aux conséquences économiques du Covid-19. Il a été approuvé dans le cadre du programme de facilité de crédit rapide, prévu pour aider les pays pauvres à se relever des difficultés causées par le virus. Selon le Fonds, au moins 340 MUSD seront destinés à la Banque centrale, afin d'alimenter ses réserves, l'aider à assurer la stabilité du secteur financier et à soutenir la monnaie. Quelque 150 MUSD seront consacrés aux dépenses budgétaires, surtout pour le secteur de la santé et la fourniture de médicaments. Une partie de cette aide servira enfin à soutenir les entreprises du secteur privé, par le biais de la recapitalisation de la Banque de développement de l'Ouganda. L'Ouganda avait emprunté pour la dernière fois au FMI en 2006. Le prêt actuel est sans intérêt. Il est assorti d'un délai de grâce de cinq ans et demi et l'Ouganda devra le rembourser sur une période de dix ans.

✉ suzanne.koukouiprada@dgtresor.gouv.fr

▼ Ouganda : Augmentation du budget de 12 % pour 2020/21

Un budget de 45 400 Mds UGX (12,0 Mds USD) a été approuvé par le Parlement pour l'exercice 2020/21, contre 40 500 Mds UGX (10,7 Mds USD) pour l'exercice 2019/20. Le gouvernement prévoit de collecter des recettes fiscales à hauteur de 21 700 Mds UGX (5,7 Mds USD), contre 20 400 Mds UGX (5,4 Mds USD) pour l'exercice en cours, par l'augmentation de diverses taxes. Le solde sera financé par des emprunts intérieurs et extérieurs, des aides et des subventions. La décision du gouvernement d'imposer de nouvelles taxes, notamment des droits d'accises sur les spiritueux et le pétrole, contraste avec l'orientation retenue par de nombreux pays de la région qui ont, au contraire, mis en place une série de mesures de relance économique, notamment des allègements fiscaux, pour protéger les entreprises et l'économie des conséquences du Covid-19.

✉ suzanne.koukouiprada@dgtresor.gouv.fr

▼ Ouganda : Enquête sur la réduction des activités du secteur privé lancée par l'Uganda Investment Authority (UIA)

Cette enquête auprès d'entreprises de différentes tailles, est menée par l'autorité pour mesurer les conséquences du Covid-19 sur l'économie réelle. En raison des mesures de précaution mises en place par l'Ouganda et d'autres pays pour freiner la propagation de la pandémie, les activités de promotion des investissements ont été ralenties, tout comme la mise en œuvre des investissements autorisés. L'UIA s'attend ainsi à un ralentissement dans la mise en œuvre des projets, d'autant plus qu'un certain nombre d'investisseurs et employés étrangers ont été rapatriés dans leurs pays d'origine. Ces perspectives contrastent avec le discours rassurant du président Museveni qui a déclaré que l'économie ougandaise ne serait que légèrement affectée par la COVID-19, les fondamentaux sur lesquels repose l'économie - comme l'agriculture - n'ayant pour l'heure pas été touchés. Pour rappel, le FMI prévoit un ralentissement de la croissance, à 3,3% et 3,5% respectivement en 2019/20 et 2020/21, contre 6% initialement prévus.

✉ suzanne.koukouiprada@dgtresor.gouv.fr

▼ Rwanda : Présentation des orientations budgétaires 2020/2021 au parlement

Ces orientations initient la préparation du budget 2020/2021 qui sera soumis à l'approbation du parlement en juin. Les ressources s'élèveraient à 2,1 Mds EUR. Le gouvernement prévoit une baisse des recettes fiscales et non-fiscales de 11 et 20% respectivement par rapport à 2019/2020. Les recettes domestiques s'élèveront 1,6 Mds EUR tandis que les subventions externes augmenteraient de 390 MEUR à 480 MEUR. En parallèle, le gouvernement prévoit une hausse des dépenses de 2,8 à 2,9 Mds EUR. Le déficit de 880 MUSD serait financé à 85% pas des sources extérieures. Ainsi, les trois priorités fixées par le gouvernement sont (1) l'amélioration du système de santé, (2) l'augmentation de la productivité de l'agriculture et de l'élevage, et (3) l'élargissement de la protection sociale.

✉ lina.ben-hamida@diplomatie.gouv.fr

▼ **Rwanda : Financement de 100 MUSD de la Banque Mondiale pour la réponse au Covid-19 dans le secteur de l'énergie**

Ce financement permettra ainsi au Rwanda de maintenir un accès fiable à l'électricité durant la crise du COVID-19. Cette aide vient compléter un programme de financement qui s'élève à 375 MUSD par la Banque Mondiale du plan d'électrification du pays, pour assurer un accès universel dès 2024.

✉ lina.ben-hamida@diplomatie.gouv.fr

▼ **Rwanda : Augmentation du déficit commercial au mois de mars**

Le déficit a ainsi atteint 192 MUSD au mois de mars, après 156 MUSD au mois de février. A la même période l'an dernier, il était de 164 MUSD. Cette augmentation s'explique par le déséquilibre structurel de la balance commerciale (le ratio importations/exportations étant proche de 3) que la hausse plus forte des exportations (+38 %) que celle des importations (+24 %) ne permet pas de compenser en valeur.

✉ lina.ben-hamida@diplomatie.gouv.fr

▼ **Rwanda : Publication du rapport annuel de l'Auditeur général**

Le rapport, publié le 15 mai, met en avant des dépenses publiques inutiles qui s'élèveraient à 9 MUSD, dues majoritairement à une mauvaise gestion des fonds d'entreprises publiques dont le Rwanda Social Security Board, la société de gestion des eaux WASAC et le fonds de garantie. Le rapport indique également que la Rwanda Revenue Authority est parvenue à récupérer 288 MUSD d'arriérés d'impôts, grâce à un nombre accru de contrôles fiscaux, notamment dans le secteur minier.

✉ lina.ben-hamida@diplomatie.gouv.fr

▼ **Kenya : Financement d'urgence de 750 MUSD approuvé par le FMI**

Le gouvernement kényan a obtenu une aide financière dans le cadre de la facilité de crédit rapide du FMI pour 542,8 M DTS (env. 750 MUSD), soit 100% de son quota, afin de répondre aux besoins de financement engendrés par la pandémie de COVID-19. Cette aide financière sera déboursée sous forme d'aide budgétaire directe, versée au compte du Trésor à la Banque Centrale (CBK), afin de participer aux besoins de financement externe du Kenya, évalués à 2,1 Mds USD pour 2020. L'aide du FMI est aussi vue comme un catalyseur, auquel devrait s'ajouter un soutien de la Banque mondiale. Par ailleurs, le Kenya a aussi sollicité l'appui de la BAD, et souhaite poursuivre les discussions avec le FMI entamées avant la crise pour un accord de précaution (SBA/SCF), le dernier programme ayant expiré en septembre 2018.

✉ benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

▼ Kenya : Passage du Kenya en risque de surendettement élevé

En raison du dépassement de certains ratios de solvabilité et de liquidité sur plusieurs années, le FMI a dégradé le risque de non-soutenabilité de l'endettement souverain du Kenya de « modéré » à « élevé ». La dette publique s'établit à 61,7% du PIB fin 2019 (contre 40% en 2013) et se partage entre l'endettement domestique (30,2 % du PIB) et externe (31,5% du PIB). La part des recettes publiques (dont les dons) allouée au service de la dette publique totale serait de 53,8% pour 2020 avant de monter à 68,0% et 74,5% en 2021 et 2022. Dans le sillage du Fonds, Moody's a également dégradé la note souveraine du Kenya de B2 à B2-, invoquant notamment l'impact négatif de la crise sur les réserves de change et les recettes publiques du pays.

✉ benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

▼ Soudan : Réunion du Comité d'urgences économiques

Le comité des urgences économique a décidé le 16 mai la création d'un fonds d'investissements auquel participeront, à côté du gouvernement, 27 banques commerciales. Ce fonds contribuera au financement des importations des produits essentiels.

✉ rafael.santos@dgtresor.gouv.fr

▼ Soudan : Déclarations du ministre des Finances présentant les principales mesures du nouveau budget

Alors que le budget rectificatif 2020 n'a toujours pas été adopté, le Ministre a finalement présenté les principales lignes de ce budget. Le plan de réponse à la COVID-19 a entraîné une augmentation des dépenses de 130 Mds SDG et a engendré une baisse de 37 % des recettes prévisionnelles, soit un manque à gagner de 210 Mds SDG. Pour compenser ces pertes, les autorités comptent sur trois sources de financement exceptionnelles : deux de nature interne (la fin des subventions sur les hydrocarbures -essence et diesel- pourrait générer des économies de 143 M SDG et la cession des avoirs collectés par la commission du démantèlement de l'ancien régime serait estimée à 158 Mds SDG) et une de nature externe (30 Mds SDG apportés par le groupe des amis du Soudan).

✉ rafael.santos@dgtresor.gouv.fr

▼ Soudan : Forte augmentation de l'inflation

L'inflation a enregistré une progression de 98,8 % en g.a au mois d'avril, contre 81,6 % en mars. Cette augmentation est due à la progression des prix des produits alimentaires, du gaz de cuisine, du charbon et du coût du transport. Dans son dernier rapport sur les Perspectives de l'économie mondiale d'avril 2020, le FMI prévoyait une inflation de 81,3 % pour 2020 et 91,1 % pour 2021. Afin de contenir les prix de certains produits de base, le ministère de l'Industrie et du Commerce, en coordination avec l'Union des Chambres des industriels et les comités des quartiers, a lancé fin avril, avec un certain succès, le programme « du producteur au consommateur ». Une trentaine de sociétés et usines participent à cette initiative qui consiste à fournir des produits de base à prix coûtant. Ces produits sont proposés à l'ensemble de la population dans 93 points de vente distribués dans différentes localités de l'Etat de Khartoum. Cette expérience se déroulera jusqu'au 21 mai. En cas de succès, elle sera étendue aux autres Etats.

✉ rafael.santos@dgtresor.gouv.fr

▼ Tanzanie : La Banque centrale va réduire son taux de réserve obligatoire

Le gouverneur de la Banque centrale de Tanzanie (BoT), Florens Luoga, a annoncé le 12 mai, l'abaissement du taux de réserve obligatoire des banques commerciales de 7 % à 6 % du montant des dépôts. L'institution a également réduit son taux d'actualisation des prêts aux banques de 7% à 5%. De plus, elle va permettre aux banques commerciales d'emprunter à moindre coût, permettant ainsi des taux de prêt plus bas de la part des banques. Elle réduira les décotes sur les titres publics de 5 % à 10 % et de 20 % à 40 % pour les bons du Trésor afin de permettre aux banques d'accéder au financement de la Banque centrale avec moins de garanties qu'auparavant. Ces mesures, entrant en vigueur le 8 juin prochain, visent à limiter l'impact économique de la crise du coronavirus et à soutenir le secteur privé du pays.

✉ philippe.galli@dgtresor.gouv.fr

▼ Tanzanie : Baisse des projections de croissance pour 2020 en raison de l'impact du coronavirus

Le ministre des Finances, Philip Mpango, a déclaré que la croissance du PIB devrait être de 4% en 2020, soit moins qu'une projection antérieure de 6,9% en raison de l'impact du coronavirus. L'épidémie a eu un impact particulièrement important sur le secteur du tourisme, l'une des principales sources de revenus et d'emplois. Selon les projections du FMI, la croissance de la Tanzanie se situerait à 2% cette année contre 6,3% en 2019.

✉ philippe.galli@dgtresor.gouv.fr

ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES

▼ Ghana : la Banque du Ghana enregistre la 1ère licence bancaire de Fintech

La Banque du Ghana va ouvrir un département « Fintech et Innovation », en charge de l'octroi de licences et de la régulation du secteur. Dans la foulée, la Banque du Ghana a enregistré la 1ère licence bancaire d'émission de monnaie électronique à la fintech Zeepay Ghana Limited, entreprise ghanéenne qui fournit des services de paiement mobile destinés en particulier aux personnes non-bancarisées. En parallèle, le gouvernement met actuellement en place un QR code qui permettra de faciliter les transactions financières par téléphone mobile. D'après la Banque mondiale, le marché des services bancaires par téléphone mobile au Ghana connaît la croissance la plus forte d'Afrique.

✉ adrien.massebieau@dgtresor.gouv.fr

▼ Nigéria : délai supplémentaire accordé aux institutions de microfinance pour se conformer aux exigences de capital minimum

La Banque centrale du Nigéria (CBN) a annoncé fin avril allonger d'un an les délais de conformité aux exigences de capital minimum pour les institutions de microfinances. Ces dernières avaient alors jusqu'à avril 2020 pour atteindre un premier seuil de fonds propres, allant de 35 M NGN à 3,5 Mds NGN (env. 83 333 USD à 8,33 M USD) selon l'échelle de leurs activités, avant un second seuil à atteindre l'année suivante. Fin 2019 la CBN comptait 913 établissements détenant une licence de microfinance, dont 62% établis dans la région sud-ouest. On y retrouve entre autres certaines fintechs proposant des services de dépôts, de transferts et de prêts dans le pays.

✉ paul.vernus@dgtresor.gouv.fr

▼ Nigéria : le gouvernement exempte de droits de douanes les importations de matériel médical

Le gouvernement a annoncé mardi, avec effet immédiat, l'exonération de droits de douane des importations d'équipements médicaux et de produits et ingrédients pharmaceutiques, et ce jusqu'à nouvelle ordre. Les droits de douanes sur ces biens étaient de 10%, alors qu'ils représenteraient à l'heure actuelle 40% des biens importés compte tenu de la crise du Covid-19. En 2019, le Nigéria a importé pour 9 Mds EUR de matériel médical et de fournitures, principalement depuis l'Inde et la Chine. Pour 2020, les douanes nigérianes ont revu à la baisse leur objectif de recette avec un chiffre de 943 Mds NGN (2,24 Mds EUR) contre 1 500 Mds NGN (3,56 Mds EUR) initialement prévus dans le Budget.

✉ paul.vernier@dgtresor.gouv.fr

▼ Nigéria : la capitalisation boursière de MTN Nigéria atteint 5,83 Mds USD

La capitalisation boursière de la filiale nigériane de l'opérateur télécom dépasse la valeur de sa maison mère sud-africaine. Entrée au Nigerian Stock Exchange en mai 2019, MTN Nigeria compte parmi ses principaux investisseurs la Public Investment Corporation sud-africaine et la Commonwealth Development Corporation britannique. Le premier opérateur du Nigeria, dont le chiffre d'affaire a atteint 3 Mds USD en 2019, prévoit de céder prochainement 15% de son capital à des investisseurs locaux pour réduire sa participation à 64%. Ses revenus ont augmenté de 16,7% au T1 2020, portés notamment par le trafic des données cellulaires qui s'est accru de 58% par rapport à la même période en 2019.

✉ margaux.abrieu@dgtresor.gouv.fr

▼ Bénin : Approbation d'une loi sur la justice pour l'amélioration du classement Doing Business

Le 29 avril, une loi portant modernisation de la justice (Loi 2020-08 du 23 avril 2020) destinée à améliorer le climat des affaires a été approuvée au Bénin. Elle institue ainsi une chambre des petites créances (au plus 5 M FCFA, soit 7 630 EUR) devant les Tribunaux de Première Instance et les tribunaux de commerce. Elle simplifie certaines procédures, par exemple en introduisant un formulaire normalisé en ligne pour la saisine des juridictions en matière de petites créances, ou en renforçant l'encadrement général des délais de procédure. Pour rappel, le Bénin a gagné 4 places pour se situer au 149e rang sur 190 dans le classement Doing Business de la Banque mondiale, publié en octobre 2019.

✉ gregory.lenne@dgtresor.gouv.fr

▼ Togo : Chute du nombre de créations d'entreprise au mois d'avril 2020

Au mois d'avril 2020, le Centre de Formalité des Entreprises a annoncé n'avoir reçu que 636 dossiers de création d'entreprise, contre 1 180 le mois précédent. Cette baisse est d'autant plus significative que celles-ci étaient en hausse continue depuis l'amélioration des procédures de créations d'entreprise ces derniers mois.

gregory.lenne@dgtresor.gouv.fr

▼ Côte d'Ivoire : L'Etat décaisse 139 Mds FCFA pour le paiement des dettes fournisseurs

L'Etat ivoirien a déjà décaissé 139 Mds FCFA pour le paiement des dettes fournisseurs, selon les déclarations du Payeur général des Services généraux des administrations publiques (PGSGA). Pour rappel, ce décaissement fait partie des mesures prises par le gouvernement dans le cadre de l'appui aux entreprises, mises en œuvre à travers le plan de soutien économique, social et humanitaire face à la pandémie du COVID-19. Les premières bénéficiaires de ces décaissements sont les entreprises des sous-secteurs sinistrés du fait de la crise sanitaire et celles disposant de factures inférieures à 100 M FCFA (152 K EUR), en particulier les PME et les TPE.

✉ lucile.basse@dgtresor.gouv.fr

▼ Cameroun : Les recettes fiscales en hausse de 16 % au 1er trimestre 2020

Selon le Directeur général des Impôts, Modeste Mopa Fatoing, les recettes fiscales mobilisées par le Cameroun représentent 573 Mds FCFA au 1^{er} trimestre 2020 contre 463 Mds FCFA au cours du 1^{er} trimestre 2019. Cette performance résulte des réformes de modernisation de l'administration fiscale menées. Les performances du Cameroun sont cependant attendues en forte baisse d'ici la fin de l'année en raison de l'impact économique de la crise sanitaire et des mesures d'allègement fiscal décidées pour soutenir le secteur privé.

✉ evelyne.sila@dgtresor.gouv.fr

▼ Cameroun : la note souveraine du pays abaissée par S&P Global Ratings, tandis que Moody's maintient la sienne

S&P Global Ratings a abaissé la note souveraine du Cameroun à « B- ». C'est le niveau le plus bas dans la catégorie des pays très spéculatifs pour des bailleurs de fonds. Moody's pour sa part a maintenu la note « B 2 » au Cameroun, une position qui se situe dans l'avant-dernier niveau de la catégorie « très spéculatif ». La faible note du Cameroun est expliquée principalement par la crise anglophone et les incertitudes sur le processus de transition politique. En revanche, les perspectives de croissance à moyen terme sont jugées bonnes par les deux agences de notation.

✉ alix.nembot@dgtresor.gouv.fr

▼ Congo-Brazzaville : Le Comité national économique et financier de la BEAC a tenu sa première réunion

Le Comité national économique et financier, qui remplace désormais le Comité monétaire économique et financier et le Conseil national de crédit, a tenu le 15 mai à Brazzaville sa première réunion. Il en ressort que la crise sanitaire du Covid-19 a négativement impacté les activités économiques, entraînant une baisse des prévisions de croissance entre -6 et -9% en 2020. Conformément à l'appel adressé par l'État congolais aux banques pour les inciter à soutenir le secteur privé, le Directeur national de la Banque centrale a indiqué que celles-ci vont prendre des mesures pour soulager les entreprises, notamment celles des secteurs sinistrés du BTP, du tourisme et de l'hôtellerie.

✉ Ingrid.oramalu@dgtresor.gouv.fr

▼ Djibouti : Déconfinement à Djibouti à partir du 17 mai

Après quelques ajustements de date, le Président djiboutien a déclaré que le confinement prendrait fin progressivement à partir du 17 mai. Ainsi, à partir de cette date, un décret précise les conditions de la levée progressive des mesures contre la Covid-19, dont la réouverture des commerces et entreprises et la reprise des transports en commun. Le port du masque sera obligatoire. Les lieux de culte rouvriront le 23 mai, les restaurants le 15 juin, les hôtels le 30 juin, et les frontières resteront fermées jusqu'au 1er septembre.

✉ anne-brigitte.masson@dgtresor.gouv.fr

▼ **Ethiopie : Publication de l'appel à manifestation d'intérêt pour l'attribution de deux licences de télécommunications**

Reporté à deux reprises depuis 2019, l'Autorité des communications éthiopienne (ECA) a publié le 21 mai un appel à manifestation d'intérêt. Fin avril, l'ECA avait rendu publics trois projets de directives pour consultation par les parties prenantes. Six directives restent à publier avant le lancement des appels d'offres. Précédemment, Orange, MTN, *Safaricom/Vodacom*, *Saudi Telecom Company* et *Etisalat* avaient exprimé leur intérêt pour l'ouverture du marché des télécoms, lors d'une première consultation publique en novembre 2019.

✉ anne-brigitte.masson@dgtresor.gouv.fr

▼ **Tanzanie : Politique de substitution aux importations d'huile de palme**

Le Premier ministre tanzanien Kassim Majaliwa a déclaré que le pays se lancera dans la culture massive du palmier à huile à partir d'octobre pour mettre fin à l'importation d'huiles comestibles. 1,8 million de plants et 4,3 MUSD ont déjà été alloués. La région de Kigoma, dont provient plus de 80% de l'huile de palme produite dans le pays, a le potentiel de faire de la Tanzanie l'un des principaux producteurs et exportateurs mondiaux d'huile de palme en raison de ses sols et de son climat. La Tanzanie importe près de la moitié de ses huiles comestibles malgré un potentiel de production vaste et prometteur dans les sous-secteurs de l'huile de palme et de tournesol.

✉ philippe.galli@dgtresor.gouv.fr

▼ **Soudan : Réformes dans le secteur minier**

Les autorités soudanaises ont lancé des réformes et des initiatives afin d'améliorer la gouvernance et la transparence du secteur minier. Le nouveau directeur de la *Sudanese Mineral Resource Company*, société de régulation du secteur minier, a procédé à la nomination de nouveaux directeurs régionaux et a annoncé que la perception des redevances des mines d'or se fera dorénavant en nature et non en numéraire. Il s'est également engagé à mettre en place un mécanisme d'importation de carburant au prix international pour les sociétés minières. Par ailleurs, le ministère des Finances a affirmé la tutelle de l'Etat sur *Alasabia Alzahabiya*, entreprise auparavant rattachée aux services de renseignements, chargée de collecter l'or produit par les orpailleurs sur l'ensemble du territoire. De son côté, le ministère de l'Energie a présenté une nouvelle procédure d'attribution des concessions à travers la mise aux enchères auprès de tous les investisseurs. L'or, dont les exportations augmentent depuis 2009 pour atteindre 42% du total en 2017 et 2018, est aujourd'hui la première source de devises du pays. La porosité des frontières et la contrebande posent cependant problème : une comparaison entre la production aurifère et les données des douanes révèlent un delta de 1,4 Mds USD par an entre 2013 et 2018, soit un tiers du déficit courant.

✉ rafael.santos@dgtresor.gouv.fr

▼ **Soudan : Prolongement de 10 jours supplémentaire des mesures de confinement dans l'Etat de Khartoum**

En raison de l'augmentation des cas de Covid-19, la cellule chargée des mesures de lutte contre le coronavirus a décidé de reconduire de 10 jours la période de confinement qui devait prendre fin samedi 9 mai. Des directives ont été données aux forces de la sécurité afin de renforcer les mesures contre les contrevenants du couvre-feu et de strictement interdire les transports publics qui, jusqu'à maintenant, continuaient à circuler dans une grande partie de la capitale malgré l'interdiction. D'après un responsable du ministère de la Santé, le nombre réel des porteurs du virus dépasse de loin celui des cas détectés. Alors que la plupart des Etats fédérés ont mis en place un couvre-feu, une minorité limite les mesures préventives à la fermeture des bureaux et marchés et à la fermeture de leurs frontières avec les autres Etats.

✉ rafael.santos@dgtresor.gouv.fr

▼ **Kenya : Baisse du trafic de conteneurs au port de Mombasa**

Le port de Mombasa a enregistré une baisse de 2,1% du trafic de conteneurs au cours des trois premiers mois de l'année 2020, en comparaison avec l'année précédente sur la même période. La pandémie au Covid-19 est la principale cause de cette baisse du trafic, notamment due à i) la baisse des importations depuis la Chine (29,2% des conteneurs importés en 2019 au Kenya provenaient de Chine) et ii) la baisse des exportations vers l'Europe et les Etats-Unis en raison des restrictions mises en place pour endiguer la propagation du virus. De plus, les mesures sanitaires et le couvre-feu national mis en place fin mars ont engendré des retards au port. Dans ces conditions, la Kenya Ports Authority pourrait ne pas atteindre son objectif fixé à un débit de 1,49 millions de TEU en 2020, comme indiqué dans son plan directeur.

✉ benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

▼ **Kenya : Reprise du processus de sélection d'un nouvel Auditeur-Général (OAG)**

En février 2020, un premier jury avait rejeté toutes les candidatures au motif qu'aucune n'était suffisamment qualifiée pour ce poste, vacant depuis le départ à la retraite de Edward Ouko en août 2019. Une plainte déposée par l'un des candidats dénonçant un jeu politique dans ce non choix a retardé le lancement d'un nouveau processus de sélection. Un second jury, formé par le Président Kenyatta et présidé par Mutua Kilaka, ancien *Principal Administrative Secretary* du Trésor a présélectionné dix candidats parmi les 67 candidatures reçues. Sept sont issus du Bureau de l'OAG. Selon la presse kenyane, ces candidats passeront des entretiens publics le 2 et 3 juin prochain. Le jury transmettra alors le nom des trois meilleurs candidats au Président Kenyatta qui désignera l'un d'eux et soumettra sa candidature au Parlement pour approbation. Le Parlement disposera alors de trois jours pour approuver ou rejeter la candidature présentée.

✉ benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

▼ Kenya : Création d'une facilité de garantie pour le secteur agricole par l'Union européenne, la BAD et l'African Guarantee Fund (AGF)

Cette facilité a pour objectif d'améliorer l'accès à des financements pour les femmes et des jeunes entrepreneurs dans les chaînes de valeur agricoles au Kenya. Elle vise à réduire le risque pour les institutions financières (banques commerciales et de micro-crédit, sociétés coopératives) d'investir dans le secteur agricole, jugé trop vulnérable aux conditions climatiques et d'octroyer des prêts aux PME ayant des profils de risque élevés à des conditions satisfaisantes. Cette facilité sera gérée par l'AGF, institution financière non bancaire qui fournit des garanties financières et un renforcement des capacités à différentes institutions financières, dont les banques. Pour créer cette facilité, une subvention de 20 MEUR de l'UE est déléguée à la BAD, actionnaire de l'AGF. La BAD prendra une participation de 18 MEUR dans cette facilité uniquement ouverte au Kenya.

✉ benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

PROJETS ET FINANCEMENTS

▼ Nigéria : Helium Health lève 10 M USD en série A

Helium Health, startup de solutions technologiques pour le personnel de santé, a levé 10 M USD dans le cadre de sa série A. Co-fondée en 2016 par Adegoke Olubusi, Dimeji Sofowora et Tito Ovia, cette startup nigériane propose des services de numérisation des données médicales et de télémédecine. Ont participé à ce premier tour de table, le fonds émirati Global Venture investissant pour la première fois dans la santé en Afrique, le fonds singapourien spécialiste de la HealthTech, Asia Africa Investment and Consulting, ainsi que le conglomérat des télécoms chinois Tencent. L'entreprise souhaite étendre ses activités en Afrique du Nord et de l'Est, et accélérer le développement de nouveaux outils numériques destinés au secteur médical.

✉ margaux.abrieu@dgtresor.gouv.fr

▼ Nigéria : la NLNG signe avec le consortium SCD le contrat de 7 Mds USD pour le 7ème train de GNL

La *Nigeria Liquefied Natural Gaz* (NLNG) a signé mercredi le contrat pour la conception, la fourniture, la construction et l'installation (EPCC) du 7^{ème} train de liquéfaction de gaz naturel à Bonny Island. Le contrat a été conclu avec les entreprises Saipem (italienne), Chiyoda (japonaise) et Daewoo (coréenne), qui avaient été retenues comme soumissionnaires préférentielles en septembre dernier. Prévu pour être opérationnel en 2025, ce train va permettre de transformer 8 M de tonnes de gaz par an, augmentant de près de 30% la capacité de production nigériane. Pour rappel, la NLNG est détenue à 49% par la *Nigeria National Petroleum Corporation*, à 25,6% par Shell, à 15% par Total et à 10,4% par Eni.

✉ paul.vernier@dgtresor.gouv.fr

▼ Ghana : présentation par le gouvernement de 3 programmes pour l'inclusion financière

Le ministère des Finances a présenté en premier lieu la stratégie nationale d'inclusion financière et de développement, réalisée conjointement avec la Banque mondiale, qui a pour objectif de faire passer l'inclusion financière de 58 % à 85% de la population d'ici 2023. Ensuite, le programme de politiques publiques en matière de services financiers numériques vise à s'appuyer sur l'écosystème numérique local pour le développement plus large de l'économie. Enfin, la *Cash-Lite Roadmap* doit permettre de créer un environnement favorable aux paiements sans espèces, dans le prolongement du projet gouvernemental d'un système généralisé de QR code pour faciliter les transactions par téléphone mobile.

✉ adrien.massebieau@dgtresor.gouv.fr

▼ **Nigéria : L'Etat de Lagos présélectionne 10 entreprises pour la construction de son 4ème pont**

10 entreprises ont été présélectionnées par le gouvernement de l'Etat de Lagos pour la construction du *Fourth Mainland Bridge* de 38 km, dont 6 entreprises chinoises telles que la *China Civil Engineering Construction Corporation*, actuellement en charge des travaux de génie civil de la *Red Line* à Lagos ainsi que la *China Harbour Engineering Company Limited*, qui cofinance la construction du port en eau profonde de Lekki. Ce projet colossal, dont le coût est estimé à 2,2 Mds USD (844 Mds NGN), devrait être financé par un consortium d'entreprises privées. Initialement imaginé en 2003 sous l'administration du Gouverneur Tinubu, la date officielle de début de construction n'est pas encore connue.

✉ margaux.abrieu@dgtresor.gouv.fr

▼ **Ghana : mise en place d'un programme de prêt aux entreprises pour faire face à la COVID-19**

Le Président Nana Akufo-Addo a annoncé qu'un total de 3 Mds GHS (env. 480 M EUR) sous forme de prêts serait mis à disposition des secteurs les plus lourdement touchés par la crise, tel que celui du tourisme, fortement affecté par les mesures de confinement. Un second paquet de financements est actuellement en cours de négociation. Ces mesures s'ajouteront au plan d'aide de 600 M GHS (env. 100 M EUR) à destination des PME, mené en collaboration avec le Conseil national des petites industries et certaines banques locales. Les prêts octroyés dans le cadre de ce programme seront assortis de conditions préférentielles et d'un moratoire d'un an sur les remboursements.

✉ adrien.massebieau@dgtresor.gouv.fr

▼ **Burkina Faso : La Banque mondiale accorde un financement de 21,2 M USD pour lutter contre la COVID-19**

La Banque mondiale a approuvé, le 30 avril, un financement de 21,2 M USD de l'Association internationale de développement (IDA), dont la moitié en don et l'autre en crédit, en faveur du Burkina Faso pour soutenir le pays dans la lutte contre la pandémie de COVID-19. Ce financement alloué au « Projet de préparation et de riposte à la pandémie de COVID-19 » renforcera les capacités de prévention, d'anticipation et de réaction des systèmes de santé publique. Il prolongera et étendra les financements d'urgence à hauteur de 4 M USD du « Projet de renforcement des services de santé » (PRSS) mis en œuvre depuis 2018.

✉ valerie.traore@dgtresor.gouv.fr

▼ **Burkina Faso : Ratification de l'accord de prêt avec la BAfD pour le projet solaire YELEEN**

Le Conseil des ministres du 6 mai 2020 a adopté une ordonnance portant ratification de l'accord de prêt signé le 21 février avec la Banque africaine de développement (BAfD), d'un montant de 49 M EUR, pour la mise en œuvre du projet YELEEN. Ce projet de développement de centrales solaires et de renforcement du système électrique national devrait se déployer entre 2020 et 2024 et permettre la réalisation de 4 nouvelles centrales photovoltaïque, d'une puissance totale de 52 MW, sur le territoire burkinabè. Les réseaux électriques de distribution seront également étendus en vue de raccorder 30 000 nouveaux ménages, soit environ 200 000 personnes. Le coût total de l'initiative est estimé à 140 M EUR.

✉ valerie.traore@dgtresor.gouv.fr

▼ **Burkina Faso : L'Etat prévoit une assistance alimentaire pour les plus vulnérables face à la Covid-19**

La ministre en charge de l'Action sociale a annoncé le 29 avril 2020, des mesures visant à accompagner les personnes vulnérables dans le cadre de la lutte contre la COVID-19. A ce titre, 2 millions de personnes à Ouagadougou et Bobo-Dioulasso (déplacés internes, femmes travaillant dans le secteur informel, enfants des rues, anciens détenus...) bénéficieront d'une assistance alimentaire, sous deux formes : (i) la distribution de vivres et (ii) le transfert d'argent à hauteur de 20 000 FCFA (30,5 EUR) par mois, qui touchera 3000 ménages, pendant trois mois. Le coût de ces mesures n'a pas été précisé. Elles pourraient être étendues au reste du pays et bénéficier à terme à 50 000 ménages.

✉ valerie.traore@dgtresor.gouv.fr

▼ **Côte d'Ivoire : Financement additionnel de la Banque mondiale pour lutter contre la COVID-19**

La Banque mondiale et le gouvernement ivoirien ont signé, le 5 avril, un accord de crédit de 35 M USD de l'Association internationale de développement (IDA), pour renforcer la lutte contre la pandémie de COVID-19 dans le pays. Ce financement permettra de renforcer la prévention et le système de santé en fournissant des équipements de protection au personnel soignant et aux établissements de santé. Il financera également la formation du personnel de santé, la détection rapide de nouveaux cas et une prise en charge efficace des patients. Cet appui vient s'ajouter aux 40 M USD déjà mobilisés par la Côte d'Ivoire auprès de l'institution par le biais du mécanisme d'intervention d'urgence.

✉ christophe.deletoille@dgtresor.gouv.fr

▼ Côte d'Ivoire : Bilan des mécanismes de soutien face à la COVID-19

Le chef de l'Etat ivoirien a indiqué que l'Etat a déjà décaissé 190 Mds FCFA dans le cadre des différents mécanismes de soutien. Ce montant comprend : (i) 50 Mds FCFA pour le fonds de solidarité ; (ii) 40 Mds FCFA pour le fonds de soutien aux PME ; (iii) 30 Mds FCFA pour le fonds de soutien aux grandes entreprises ; (iv) 20 Mds FCFA pour le fonds d'appui au secteur informel ; (v) 50 Mds FCFA en soutien au secteur agricole, dont 10 Mds FCFA pour le vivrier. Des cabinets privés internationaux ont été recrutés pour accompagner les organes de gestion des différents fonds.

✉ lucile.basse@dgtresor.gouv.fr

▼ Côte d'Ivoire : La construction du stade de Yamoussoukro achevée à 50%

L'Ambassadeur de France, Gilles Huberson, a visité le 8 mai 2020, le chantier de construction du stade de Yamoussoukro, qui doit abriter les matchs de la CAN 2023. Les travaux sont actuellement à un niveau d'avancement de 50%. L'entreprise française Sogea Atom, chargée de la mise en œuvre des travaux, a instauré toutes les mesures de prévention et de distanciation nécessaires pour permettre la continuité de son activité et ainsi sauvegarder l'emploi des 500 collaborateurs engagés sur le chantier. La livraison du stade, d'une capacité de 20 000 places, est prévue pour décembre 2021.

✉ christophe.deletoille@dgtresor.gouv.fr

▼ Gambie : L'UE soutient la lutte contre le changement climatique en Gambie (1,4 M EUR)

L'Union européenne (UE) a approuvé une allocation de 1,4 M EUR en faveur de la Gambie, pour le financement d'une assistance technique de long terme (36 mois) à l'Agence nationale de l'environnement et au Département des ressources en eau pour atténuer les conséquences du changement climatique et aider la Gambie à s'y adapter. Cette assistance technique permettra de renforcer les capacités et de soutenir une série d'activités d'atténuation et d'adaptation au climat déjà en cours, financée également par l'UE dans le cadre du projet de résilience des zones côtières et marine de l'Alliance mondiale contre le changement climatique (GCCA+).

✉ lucile.porte@dgtresor.gouv.fr

▼ Libéria : L'hôpital de Buchanan équipé d'un système solaire électrique

Une centrale solaire vient d'être mise en service à l'hôpital de Buchanan, la capitale du comté de Grand Bassa au Liberia. Elle a été installée par l'entreprise libérienne Eco-Power dans le cadre d'un partenariat entre le gouvernement libérien et le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) autour du projet « Liberia Solar for Health ». Elle est composée de 150 panneaux solaires capables de fournir 24 kW. L'installation devrait sécuriser l'approvisionnement en électricité de l'hôpital et permettra à une réduction significative de ses dépenses énergétiques. Eco-Power estime que la centrale pourrait fonctionner pendant 20 ans si les équipements sont bien entretenus.

✉ lucile.basse@dgtresor.gouv.fr

▼ **Mali : Approbation d'une aide d'urgence par le FMI dans le cadre de la riposte au COVID-19**

Le 30 avril 2020, le FMI a approuvé un décaissement de 200 M USD en faveur du Mali au titre de la facilité de crédit rapide (FCR). Cet appui financier fait suite, à l'approbation récente d'un allègement du service de la dette envers le FMI d'environ 10 M USD pour les six prochains mois, au titre du fonds fiduciaire d'assistance et de riposte aux catastrophes. Ce nouveau financement doit permettre au Mali de faire face à la COVID-19 et à l'impact économique des mesures prises pour limiter la propagation de la pandémie. Selon le FMI, les perspectives économiques du pays se sont significativement détériorées, avec une croissance qui devrait se situer en dessous de 1% en 2020.

✉ valery.alves@dgtresor.gouv.fr

▼ **Mauritanie : Ratification de deux conventions de prêt du Koweït pour un montant total de 200 M USD**

Le 30 avril 2020, le gouvernement mauritanien a ratifié deux conventions de crédits, signées le 5 mars 2020 au Koweït, entre l'Etat Mauritanien et le Fonds koweïtien de développement économique arabe (FKDEA) pour le financement de deux projets routiers intégrateurs. La première convention porte sur un montant de 32 M USD destiné au financement de la construction d'une route de 150 km entre Nema – Nbeiket Lehwache (près de la frontière malienne). La deuxième convention d'un montant de 168 M USD devrait aider au financement de la route Tidjikdja – Kiffa – Selibaby (près de la frontière malienne également).

✉ pierre-antoine.pollot@dgtresor.gouv.fr

▼ **Mauritanie : L'Etat lance un programme de collecte des déchets pour un montant de 3,7 M EUR**

Le 2 mai 2020, le ministre de l'Intérieur et de la Décentralisation et le ministre de la Jeunesse et des Sports en Mauritanie ont lancé le programme de collecte des ordures ménagères dans le cadre du programme « Mes priorités » du président de la République, Mohamed Ould Cheikh El-Ghazouani. Le programme, d'un montant global de 150 M MRU (3,7 M EUR), englobe 33 communes au niveau national et concerne directement 700 000 habitants.

✉ pierre-antoine.pollot@dgtresor.gouv.fr

▼ **Niger : Contribution du Président et du gouvernement à la lutte contre le coronavirus par reversement de salaires**

Le président de la République, le Premier ministre, ainsi que les autres membres du gouvernement ont apporté une contribution personnelle de près de 60 M FCFA (88 K EUR) pour la lutte contre le coronavirus. Cette enveloppe correspond à la somme de trois mois de salaire du président de la République, deux mois de salaire du Premier ministre et un mois de salaire de chacun des membres du gouvernement, ministres d'Etat, ministres et ministres délégués.

✉ bouqueto@afd.fr

▼ Niger : L'OMS fait un don de matériel médical de 98 M FCFA au Niger

L'Organisation mondiale de la santé (OMS) a fait un don de matériel médical d'une valeur de 98 M FCFA (150 M EUR) au ministère de la Santé publique, le 28 avril 2020. Ce don est constitué d'équipements de protection individuelle, d'équipements de maternité, de tentes et accessoires, de thermo flash, de médicaments et de consommables.

✉ bouqueto@afd.fr

▼ Niger : La Belgique accorde un prêt de 8 M EUR pour améliorer l'accès à l'eau à Niamey

Le Président nigérien a autorisé la ratification de l'accord de prêt d'un montant de 8 M EUR, signé le 5 février 2020 entre le Niger et le Royaume de Belgique, pour la mise en œuvre du projet de réhabilitation du seuil de retenue d'eau de Goudel, situé à Niamey. L'initiative vise à accroître l'offre en eau potable de la capitale du pays, dont le déficit actuel de production et de distribution est d'environ 43 000 m³ d'eau par jour. Ce projet sera réalisé par la Société de patrimoine des eaux du Niger et est complémentaire à celui de l'usine de potabilisation de l'eau Goudel IV, actuellement en construction et qui devrait être achevée en juillet 2020.

✉ bouqueto@afd.fr

▼ Niger : L'installation de feux tricolores à énergie solaire à Niamey réalisée à 50%

Dans le cadre du Projet de gestion des risques de catastrophes et du développement urbain, la Banque mondiale finance à hauteur de 300 M FCFA (450 K EUR) l'installation de feux tricolore dans la capitale. Ces feux sont installés dans le but de fluidifier la circulation dans la ville de Niamey et renforcer la sécurité routière. Ils sont dotés de batteries reliées à des panneaux solaires pour assurer leur autonomie et sont munis de caméras intégrées, qui permettent de renforcer la surveillance et de lutter contre le vandalisme et les accidents de la circulation. A l'occasion d'une visite de terrain, le 29 avril, le coordinateur du projet a indiqué que les travaux étaient réalisés à plus de 50%.

✉ bouqueto@afd.fr

▼ Sénégal : Accord sur le mode d'emploi du soutien financier aux entreprises

Dans le cadre du Programme de résilience économique et sociale, le Chef de l'Etat du Sénégal avait annoncé, le 3 avril 2020, la création d'un mécanisme de financement d'un montant de 200 Mds FCFA (305 M EUR) en soutien au secteur privé. Ainsi, le ministre chargé de l'Économie et le Président de l'Association des banques et établissements financiers du Sénégal ont signé, le 29 avril, l'accord-cadre définissant les modalités d'octroi des financements. Deux guichets de 100 Mds FCFA (152 M EUR) seraient prévus (un pour les PME et un autre pour les grandes entreprises). Les très petites entreprises seront couvertes par un mécanisme géré par le Fonds de garantie des investissements prioritaires (FONGIP).

✉ diadame.diaw@dgtresor.gouv.fr

▼ **Sénégal : Campagne agricole : rallonge budgétaire de 20 Mds FCFA pour l'accès aux intrants**

Le Président Macky Sall a décidé d'allouer 20 Mds FCFA (30,4 M EUR) supplémentaires au budget du ministère de l'Agriculture et de l'Équipement rural en vue de faciliter l'accès aux intrants lors de la prochaine campagne agricole. L'objectif est de déployer davantage de moyens pour atteindre l'autosuffisance alimentaire après la COVID-19.

✉ diadame.diaw@dgtresor.gouv.fr

▼ **Sierra Leone : La phase II du déploiement du réseau national de fibre optique bientôt lancée**

La Sierra Leone va bientôt lancer la phase II de son projet de réseau national de fibre optique. Le ministère de l'Information et des Communications a reçu les équipements nécessaires à cet effet, le 24 avril 2020. Ils ont été acquis grâce à un prêt concessionnel de 30 M USD octroyé par l'Exim Bank of China en septembre 2019, à un taux d'intérêt de 1% et avec une maturité de 15 ans. Le groupe chinois Huawei est en charge de la conduction technique des travaux. Des infrastructures télécoms à haut débit seront acheminées vers quinze nouvelles villes. La fibre optique connectera notamment les écoles, les hôpitaux et les conseils de district des régions bénéficiaires.

✉ Lucile.basse@dgtresor.gouv.fr

▼ **Bénin : Avis général de passation de marchés pour le projet d'assainissement fluvial de Cotonou**

La Banque africaine de développement (BAfD) subventionne ce projet par un prêt de 61 M EUR à l'Etat béninois. Ses objectifs spécifiques sont : (i) la construction des 46 000 ml de collecteurs et de 90 000 ml de collecteurs secondaires et de caniveaux latéraux de rues ; (ii) l'aménagement et le pavage de 49 000 ml de rues ; (iii) l'aménagement de 7 bassins de rétention ; (iv) l'acquisition d'équipements pour la collecte des déchets solides ; (v) la reconstruction de l'école des sourds ; (vi) la reconstruction de l'école primaire publique de Vedoko2 ; (vii) la reconstruction de laboratoire type centre de santé communautaire.

✉ Lucile.basse@dgtresor.gouv.fr

▼ **Burkina Faso : Bank of China finance à hauteur de 84,5 M EUR la première phase du Projet Backbone National des Télécommunications**

L'Assemblée Nationale a autorisé, le 30 avril 2020, la ratification de la convention de crédit de 84,5 M EUR signée le 20 juin 2019 entre le Burkina Faso et la Bank of China Limited Chenzhen Branch pour le financement de la phase 1 du Projet Backbone National des Télécommunications (PBNT). Ce crédit est couvert par la China Export & Credit Insurance Corporation (Sinosure). Pour rappel, le coût de la première phase du projet est estimé à 65,2 Mds FCFA (99,4 M EUR). Il prévoit le déploiement d'un câble de fibre optique d'une longueur totale d'environ 2000 kilomètres et permettra d'interconnecter 51 communes du Burkina Faso aux câbles sous-marins.

✉ valerie.traore@dgtresor.gouv.fr

▼ **Mali : Le Japon et le PAM apportent une aide alimentaire d'urgence aux personnes nouvellement déplacées**

Le gouvernement du Japon a apporté une contribution de 3 M USD au PAM afin de fournir une aide alimentaire d'urgence à 100 000 personnes nouvellement déplacées et aux communautés hôtes touchées par les conflits et la violence intercommunautaire au nord et au centre du Mali. L'assistance sera fournie sous forme de coupons que les bénéficiaires échangeront contre des produits alimentaires auprès de commerçants locaux.

✉ claude.koua@dgtresor.gouv.fr

▼ **Sénégal : 150 M USD de la BM pour améliorer la compétitivité de l'agriculture et de l'élevage**

Ce « Programme de compétitivité de l'agriculture et de l'élevage », financé par la Banque mondiale, devrait accroître les exportations de cultures à haute valeur ajoutée telles que les arachides décortiquées et les produits horticoles, ainsi que la productivité de l'élevage laitier. Il a aussi pour objectif de réduire le taux de mortalité des petits ruminants. Il fournira également aux producteurs du Bassin arachidier étendu et des zones agro-pastorales un accès à des financements et assurances. Enfin, il devrait permettre au gouvernement de mettre en place des politiques plus efficaces de prix, de quotas et de subventions.

✉ diadame.diaw@dgtresor.gouv.fr

▼ **Sierra Leone : Avis général de passation de marchés pour le projet de relance sociale post-Ebola**

La BAFD a publié, le 12 mai, l'avis général de passation de marchés pour le Projet de fonds d'investissement social pour la relance post-Ebola, qu'elle finance à hauteur de 13,6 M USD. L'Etat sierra-léonais bénéficie de ce financement via l'Union du fleuve Mano. L'objectif du projet est de renforcer la résilience des communautés touchées par l'épidémie d'Ebola par le biais de la restauration des services sociaux de base et la relance des opportunités économiques locales, en particulier pour les femmes. L'accès aux services sociaux de base et au financement pour la création de micro et petites entreprises devrait aussi être renforcé.

✉ lucile.basse@dgtresor.gouv.fr

▼ **Bénin : Le FMI approuve un décaissement de 125 M USD au titre de l'accord appuyé par la FEC**

Au terme de la dernière revue des résultats économiques du Bénin dans le cadre du programme appuyé par un accord au titre de la facilité élargie de crédit (FEC), le Fonds monétaire international (FMI) a approuvé l'octroi de 125 M USD au pays. Ce montant inclut, sur requête des autorités béninoises, un financement additionnel de 103 M USD, afin d'aider le pays à faire face aux besoins de financement urgents liés aux effets de la COVID-19 et en atténuer les répercussions économiques et sociales. La mise en œuvre du programme a été jugée très satisfaisante. Le taux de croissance du Bénin est estimé à 3,2%, contre de 6,7% initialement. Un rebond est attendu en 2021, avec une croissance projetée à 6%.

✉ claude.koua@dgtresor.gouv.fr

▼ **Côte d'Ivoire : La France apportera un appui supplémentaire de 6 M EUR à l'Institut Pasteur de Côte d'Ivoire**

Lors de sa visite à l'Institut Pasteur de Côte d'Ivoire le 11 mai, l'Ambassadeur de France a annoncé que la France mobiliserait 6 M EUR auprès de l'Institut Pasteur dans la lutte contre la COVID-19, pour notamment permettre : (i) le renforcement du réseau électrique du site Pasteur d'Adiopodoumé, où se déroulent tous les tests de laboratoires ; (ii) la rénovation de certains bâtiments d'Adiopodoumé et de 7 autres laboratoires en régions ; (iii) l'acquisition de réactifs et d'intrants nécessaires aux tests ; (iv) la formation du personnel.

✉ christophe.deletoille@dgtresor.gouv.fr

▼ **Libéria : Décaissement de 54 M USD de la Banque mondiale pour le renforcement des capacités sanitaires**

La Banque mondiale (BM) a approuvé un prêt de 54 M USD pour améliorer la prestation de services de santé au Libéria. Le projet Fondations institutionnelles pour l'amélioration des services de santé soutiendra l'expansion et l'opérationnalisation du « Redemption Hospital » à Caldwell. L'hôpital est le plus grand fournisseur de services de niveau secondaire du pays, mais fonctionne actuellement à sa capacité maximale. La construction d'un nouveau site a commencé à la mi-2018 avec un accent sur la santé maternelle et infantile. Ce financement garantira que le nouveau site fournira également des services en chirurgie et en médecine interne et que l'hôpital sera entièrement équipé et opérationnel.

✉ claude.koua@dgtresor.gouv.fr

▼ **Mauritanie : Création d'une commission nationale de suivi de l'exécution des dépenses du fonds spécial contre la COVID-19**

Selon un décret de la présidence de la République, il a été créé une Commission nationale de suivi de l'exécution des dépenses du fonds spécial de solidarité sociale et de lutte contre le coronavirus. Cette commission composée de 20 membres et présidée par le ministre des Finances a la responsabilité d'encadrer l'utilisation des 606 M MRU (15 MEUR) crédités sur le compte.

✉ pierre-antoine.pollot@dgtresor.gouv.fr

▼ **Niger : Un appui budgétaire de 31 M EUR de l'UE pour faire face au coronavirus**

L'Union européenne (UE) a approuvé, le 15 mai 2020, le décaissement de 31 M EUR (20,3 Mds FCFA) en faveur du Niger, dans le cadre du financement du Plan de réponse globale au COVID-19, élaboré par les autorités nigériennes. Pour rappel, ce plan de riposte est évalué à 1 436 Mds FCFA (2,2 Mds EUR), soit près de 20% du PIB du pays. Initialement prévu en juin 2020, ce versement sera donc opéré en mai 2020. Deux autres décaissements pourraient suivre d'ici à la fin de l'année. Plusieurs appuis, plus ciblés sur la santé, l'agriculture, la sécurité et la justice, ainsi que l'éducation, seront annoncés prochainement ; le montant mobilisé par les institutions européennes avoisinant 200 M EUR, selon le communiqué.

✉ lucile.basse@dgtresor.gouv.fr

▼ Niger : Une ligne de crédit de 50 Mds FCFA pour soutenir les entreprises affectées par la COVID-19

L'Etat nigérien mettra à la disposition des banques pour appuyer les entreprises touchées par la pandémie de COVID-19: (i) une enveloppe de 25 Mds FCFA (38,1 M EUR) sous forme de garantie, contre leur engagement d'octroyer 50 Mds FCFA (76,2 M EUR) de crédit aux entreprises dont le chiffre d'affaires annuel est compris entre 25 M FCFA (38,1 K EUR) et 1 Md FCFA (1,5 M EUR) ; (ii) une enveloppe similaire pour obtenir 100 Mds FCFA de crédits en faveur des entreprises dont le chiffre d'affaires supérieur à 1 Md FCFA. A ce titre, un accord-cadre a été signé entre l'Etat et l'Association des professionnels des banques et établissements financiers du Niger.

✉ lucile.basse@dgtresor.gouv.fr

▼ Niger : Déclassement d'un terrain à Niamey pour la construction d'un centre commercial

Le vendredi 15 mai, le Conseil des Ministres a adopté un projet de décret portant le déclassement d'un terrain de près de 19 000 m² dans la Ville de Niamey pour le reverser dans le domaine privé de l'Etat. Ce déclassement permettra, dans le cadre du programme de modernisation de Niamey « Niamey Nyala », de réaliser les investissements nécessaires à la construction d'un centre commercial et de loisir dénommé « NIAMCOCO ».

✉ bouqueto@afd.fr

▼ Sierra Leone : Le gouvernement annonce un plan de riposte économique face au COVID-19

Le gouvernement sierra léonais a annoncé, le 18 mai 2020, le lancement d'un « Programme de réponse économique à action rapide », d'un montant estimé à 166 M USD. Ce chiffre n'inclut pas la perte de revenus pour l'Etat, estimée à 100 M USD ; mais le programme n'accroît les dépenses que de 100 M USD par rapport au budget initial. Ce plan de riposte vise entre autres à constituer et maintenir un niveau de stock adéquat de produits de base essentiels, avec des prix stables ; à apporter un soutien aux entreprises les plus touchées et à fournir des filets sociaux aux groupes vulnérables. L'économie sierra-léonaise devrait se contracter de 3,1% en 2020, contre une prévision initiale de croissance de 4,2%.

✉ lucile.basse@dgtresor.gouv.fr

▼ Congo-Brazzaville : Point sur l'accord avec le FMI

Faisant le point sur le niveau d'exécution de l'accord que le pays a signé le 11 juillet 2019 avec le FMI, le ministre délégué au Budget a annoncé que sur les 48 mesures contenues dans cet accord, 27 ont été finalisées, 17 - dont les dates d'échéance ne sont pas atteintes - sont en cours d'exécution et 4 n'ont pas été réalisées. Ces 4 mesures concernent les publications des audits des exercices antérieurs de l'ITIE, la publication des revenus issus des secteurs pétrolier et forestier, la publication des résultats des audits sur les dépenses publiques et des audits sur le portefeuille public. En outre, l'obtention des assurances de financement, notamment la restructuration de la dette extérieure avec les traders, demeure le point bloquant de cet accord.

✉ ingrid.oramalu@dgtresor.gouv.fr

▼ **Cameroun : La France accorde au Cameroun un appui budgétaire de 6,5 Mds FCFA**

Afin de soutenir la lutte contre la pandémie de COVID-19 au Cameroun, l'AFD accorde une subvention sous forme d'appui budgétaire au ministère de la Santé publique d'un montant de 6,5 Mds FCFA. Ce financement permettra le renforcement du nombre de lits d'hospitalisation et de réanimation, la recherche active des cas et l'acquisition massive d'équipements de protection individuelle et de matériel médical.

✉ evelyne.sila@dgtresor.gouv.fr

▼ **Cameroun : des négociations entamées avec Golar et Gazprom pour augmenter la production nationale de gaz naturel liquéfié**

Ces négociations portent sur l'extension de la durée de vie du méthanier Hilli Episeyo - unité flottante de liquéfaction de gaz naturel au large de Kribi-, initialement estimée à 8 ans, avec le terme du projet prévu en 2026. Le projet de l'usine flottante de liquéfaction du gaz naturel pourrait être prolongé grâce à une nouvelle découverte d'hydrocarbures. Ainsi, la SNH envisage de construire un pipeline entre les champs gaziers connus dans la zone du Rio Del Rey (zone de la péninsule de Bakassi) et le Hilli Episeyo, ou alors déplacer le méthanier pour exploiter ces champs. Les négociations entre les parties concernent également l'accélération de la production annuelle de GNL jusqu'ici évaluée à 1,2 million de tonnes.

✉ alix.nembot@dgtresor.gouv.fr

▼ **Djibouti : attribution d'un projet de centrale solaire à Engie**

Alors que l'entreprise Ausar Energy, filiale d'Engie Afrique, avait signé en mai 2019 un protocole d'accord avec l'opérateur public Electricité de Djibouti (EDD) et le ministère djiboutien de l'Energie, le Conseil des ministres a approuvé, le 12 mai, la construction d'une centrale solaire de 30MW, financée par Engie, dans la région du Grand Bara (Sud-Est du pays) pour 40 M USD. La signature définitive est prévue en septembre 2020, pour une mise en service début 2022. Il s'agit du premier contrat d'envergure attribué à une entreprise française depuis la visite du président de la République française à Djibouti en mars 2019.

✉ anne-brigitte.masson@dgtresor.gouv.fr

▼ **Ethiopie : Signature d'un contrat de 143 MEUR pour un projet d'énergie éolienne**

Le gouvernement éthiopien et Siemens Gamesa Renewable Energy, consortium hispano-danois, ont signé un contrat pour l'installation de 29 turbines éoliennes, pour 143 M EUR. Situé à Assela (région Oromia), le projet va permettre de générer une puissance de 100 MW, et sera financé par un fonds d'investissement danois. Seuls trois champs éoliens sont opérationnels en Éthiopie pour une capacité totale de 324 MW. 95,5% de l'énergie générée en Éthiopie est d'origine hydraulique.

✉ anne-brigitte.masson@dgtresor.gouv.fr

SECTEURS D'ACTIVITES

▼ Agriculture et agroalimentaire

▼ Mali : baisse du prix au producteur pour la campagne cotonnière 2020/21

Le prix au producteur de coton au Mali est fixé pour la campagne 2020/21 à 200 FCFA (0,3 EUR) le kilo pour le 1^{er} choix, soit 75 FCFA en moins par rapport à la campagne 2019/20. Cette baisse est imputable à la chute des prix internationaux du coton (-18% depuis le début de l'année), suite à la pandémie de COVID-19. Avec un tel prix, le ministre malien de l'Agriculture a précisé que le gouvernement maintenait pour la campagne 2020/21 la subvention de 10 Mds FCFA (15,2 M EUR) aux cotonculteurs et qu'elle serait transformée en bonus de 15 FCFA (2 centimes EUR) par kilo en fonction de la quantité produite lors de la campagne précédente. Une mesure qui pourrait inciter les producteurs à maintenir leur niveau de production.

✉ claude.koua@dgtresor.gouv.fr

▼ Côte d'Ivoire : Le coronavirus pourrait coûter plus de 400 M USD aux filières du cajou et du coton en 2020

Selon le directeur du Conseil coton-anacarde (CCA), les filières anacarde et coton s'attendent à une perte globale de recettes à l'exportation d'environ 410 M USD (378,2 M EUR) en raison des conséquences économiques liées au coronavirus. En effet, le tarif de la tonne de noix de cajou (environ 600 000 tonnes exportées par la Côte d'Ivoire cette année, principalement vers le Vietnam et l'Inde) est passé de 1400 USD à 900 USD depuis janvier 2020. Le cours du coton a également baissé de près de 40%, d'environ 1000 FCFA/kg (1,65 USD) à 600 FCFA/kg (1 USD), avec des exportations prévues à 170 000 tonnes.

✉ lucile.basse@dgtresor.gouv.fr

▼ Togo : Difficultés pour écouler les stocks de céréales après une production excédentaire

Selon la direction de l'Agence nationale de sécurité alimentaire au Togo (ANSAT), le pays enregistre 70 000 tonnes d'excédents céréaliers pour la campagne agricole 2019/20. Pour rappel, au début de la crise liée à la COVID-19, les prix des denrées alimentaires avaient connu une envolée. Pour y remédier, l'ANSAT avait mis sur le marché local près de 100 tonnes de céréales, sur ses 13 000 tonnes de stock national de sécurité. L'ANSAT poursuivra les opérations d'achat de céréales dans les milieux ruraux pour porter le stock de sécurité à 15 000 tonnes, et soutiendra les agriculteurs dans l'exportation de leurs excédents dans la sous-région, si elle est sollicitée.

✉ gregory.lenne@dgtresor.gouv.fr

▼ **Togo : L'approvisionnement en volailles locales désormais obligatoire pour les acteurs du secteur avicole**

Le 18 mai dernier, le ministre de l'Agriculture, au travers d'une note de service, a rendu obligatoire dans un délai de 15 jours l'approvisionnement des entreprises du secteur avicole en volaille locale. Cette injonction fait suite aux réticences constatées des importateurs et distributeurs de produits avicoles de respecter les engagements qu'ils avaient pris lors de leurs réunions avec le ministre, notamment celui de s'approvisionner sur le marché local. La note conditionne désormais à une autorisation formellement signée par le ministre, toute importation de produits avicoles. Les services des douanes sont saisis pour veiller à l'application de la mesure.

✉ gregory.lenne@dgtresor.gouv.fr

▼ **Togo : Baisse de 15% de la production de coton pour la campagne 2019/20**

La nouvelle campagne cotonnière 2020/21 au Togo a été lancée, le 19 mai 2020. La campagne 2019/20 a enregistré une production de coton-graines en baisse de 15,3% par rapport à la saison précédente, à 116 000 t. Pour rappel, l'objectif annoncé des autorités s'établissait à 150 000 t. Ce résultat s'expliquerait notamment par une mauvaise pluviométrie et l'action d'insectes ravageurs. Pour redresser la situation, le ministre a préconisé l'augmentation des surfaces cultivables et s'est engagé à augmenter le niveau de revenus des producteurs. Toutefois, le pays reste loin derrière les premiers producteurs de la région, le Mali, le Bénin, la Côte d'Ivoire et le Burkina Faso, qui produisent entre 450 000 et 800 000 t par an.

✉ lucile.basse@dgtresor.gouv.fr

▼ **Sénégal : L'Etat investit 2 Mds FCFA pour la résilience économique de la pêche artisanale**

Le ministre des Pêches et de l'Economie maritime a signé le 12 mai, une convention de partenariat avec la Délégation à l'entrepreneuriat rapide (DER) et le crédit mutuel de Sénégal (CMS), suite à une séance de travail avec des organisations de pêcheurs. Cette convention de financement s'élèverait à 2 Mds FCFA (3 M EUR) à destination des pêcheurs, mareyeurs et femmes transformatrices, pour accompagner et renforcer la résilience des pêcheurs. Le financement s'établit sous forme de crédit renouvelable avec un taux concessionnel de 3% remboursable de 6 à 12 mois.

✉ diadame.diaw@dgtresor.gouv.fr

▼ **Mauritanie : Adoption d'un projet de loi sur la protection des consommateurs**

En séance plénière, l'Assemblée nationale mauritanienne a adopté un projet de loi relatif à la protection du consommateur. Ce projet comporte 92 articles et instaure notamment des garanties pour le consommateur d'acquiescer toutes les données et informations essentielles relatives aux produits commercialisés. Lors de son intervention devant l'Assemblée nationale, le ministre du Commerce a souligné les défaillances du système et la désorganisation qui empêche une surveillance efficace du marché. Il a ensuite insisté sur la nécessité d'une rigueur des contrôles pour protéger les consommateurs.

✉ pierre-antoine.pollot@dgtresor.gouv.fr

▼ **Burkina Faso : 348 598 tonnes de céréales attendues au Nord pour la campagne 2020-2021**

A l'occasion de sa journée de programmation de la campagne agricole tenue le 5 mai, la Direction régionale de l'Agriculture et des Aménagements hydro-agricoles du Nord (DRAAHA) a communiqué sur ses objectifs pour la campagne 2020/2021. La DRAAHA prévoit: (i) une production de 348 598 tonnes de céréales, dont 32 498 tonnes de riz ; (ii) une production de rente de 40 475 tonnes ; (iii) 53 280 tonnes d'autres cultures vivrières. D'importants investissements sont attendus des partenaires au développement pour le financement de l'aménagement de 6 130 ha de terres dégradées ou encore la dotation en intrants. Le budget estimé de la DRAAH-nord et ses partenaires pour cette campagne est d'environ 265 K EUR.

✉ valerie.traore@dgtresor.gouv.fr

▼ **Burkina Faso : Des pertes estimées à 7 Mds FCFA pour la filière coton burkinabé en raison de la COVID-19**

La filière coton burkinabé est fortement impactée par la COVID-19. Près de 27 000 tonnes de coton fibre restent stockés au sein de la première société cotonnière du pays, (la SOFITEX). D'autres stocks sont également en attente dans des corridors de la sous-région, entraînant des coûts supplémentaires. La réduction sensible de la demande mondiale entraîne d'autre part une baisse du cours international. Cette baisse couplée au fait que les factures ne sont payées qu'après embarquement sur les bateaux, créent des tensions de trésorerie pour les sociétés cotonnières. Les pertes pour la Sofitex pourraient se chiffrer pour cette campagne à environ 7 Mds FCFA (10,7 M EUR).

✉ valerie.traore@dgtresor.gouv.fr

▼ **Guinée : importation de près de 3 000 tonnes de poissons au 2ème trimestre**

En raison des répercussions de la crise de COVID-19 sur la chaîne d'approvisionnement en produits halieutiques, le département des pêches estime que le stock total de poissons en Guinée sur la période allant du 1er mai au 30 septembre 2020 (toutes pêches et importations comprises) devrait être de 91 793 tonnes, contre un besoin national de consommation calculé à 94 650 tonnes, soit un manque de 2 857 tonnes. Pour combler ce vide, le ministère des Pêches, de l'Aquaculture et de l'Economie maritime souhaite importer la quantité manquante grâce à un accord de principe obtenu du ministre des Pêches de la Mauritanie.

✉ loic.peringuey@diplomatie.gouv.fr

▼ **Cameroun : hausse des exportations de banane de plus de 2 700 tonnes en avril 2020**

Les exportations du mois d'avril 2020 se chiffrent à 16 102 tonnes contre 13 381 tonnes en avril 2019. Cette performance, enregistrée malgré la crise sanitaire, s'expliquerait par un regain de l'activité dans le secteur à la faveur de la pluviométrie abondante.

✉ evelyne.sila@dgtresor.gouv.fr

▼ **Guinée-Bissau : L'Etat finance la campagne de commercialisation de l'anacarde à hauteur de 22,9 M EUR**

Le gouvernement est parvenu à un accord avec 5 banques commerciales pour assurer le financement de la campagne de commercialisation des noix de cajou en 2020. Il mettra ainsi 3 Mds FCFA (4,8 MEUR) à disposition de chacun de ces établissements, remboursable dans un délai de 9 mois et assorti d'un taux d'intérêt de 2%, pour financer l'achat des noix de cajou par les opérateurs. Le directeur de la Banco da África Ocidental, au nom des 5 banques, a précisé que le financement mis à disposition ne sera libérable que si l'opérateur n'a pas de dettes et dispose d'un contrat d'achat et de vente pour son produit.

✉ lucile.basse@dgtresor.gouv.fr

▼ **Guinée-Bissau : Lancement de la campagne de commercialisation de noix de cajou**

Le 18 mai 2020, le gouvernement bissau-guinéen a officiellement lancé la campagne de commercialisation de noix de cajou ; alors que celle-ci se déroule habituellement d'avril à septembre. Le prix d'achat du kilo de noix de cajou au producteur avait déjà été fixé à 375 FCFA (0,57 EUR) fin avril, mais la commercialisation était suspendue à la levée de l'état d'urgence lié à la pandémie de COVID-19. Le 8 mai dernier, le gouvernement est parvenu à un accord avec 5 banques commerciales pour assurer le financement de cette campagne. La noix de cajou est la première source de devises du pays (88,4% des exportations totales en 2018).

✉ lucile.basse@dgtresor.gouv.fr

▼ Kenya : Restructuration de la réserve alimentaire stratégique pour renforcer la sécurité alimentaire du pays

Le 20 mai, le ministère de l'Agriculture a présenté la réforme qui sera effective à la fin de la saison de production. Celle-ci, accompagnée par le soutien financier de la Banque mondiale dans le cadre du DPO, prévoit notamment que le gouvernement cesse d'acheter, de vendre ou de fixer directement les prix du maïs. La réserve alimentaire stratégique, qui porte sur six produits de base (maïs, riz, haricots, lait en poudre, bœuf en conserve et poisson), était jusqu'alors gérée par le National Cereals and Produce Board (NCPB), le maïs représentant 95% des transactions. La réforme prévoit de libéraliser les modalités d'achat et de stockage en instaurant un système de reçu d'entreposage (Warehouse Receipt System) et une plateforme de négociation ouverte entre acheteurs et vendeurs. Les acteurs du secteur privé seront également encouragés à développer des capacités de stockage et à prendre davantage part à la chaîne de valeur agricole. Ces réformes s'inscrivent dans le cadre de la Stratégie de transformation et de croissance du secteur agricole (ASTGS) 2019-2029 qui poursuit l'objectif de 100% de sécurité alimentaire et nutritionnelle, alors que la production alimentaire de base du Kenya couvrait 72% des besoins en 2017.

✉ benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

▼ Ethiopie : Les exportations de café ordinaire restent stables malgré la crise du Covid-19

D'après l'*Ethiopian Coffee Exporters Association*, seules les ventes de cafés de spécialité seraient touchées par la crise de COVID-19. En effet, de juillet 2019 à mars 2020, le pays a exporté pour 561 MUSD de café ordinaire, soit une moyenne de 62,3 MUSD/mois, en baisse de 2 % en valeur par rapport à la même période un an plus tôt. Néanmoins, les cafés de spécialité, qui représentent 15 à 20 % des exportations totales de café, ont connu un déclin important, en raison de la fermeture des cafés et restaurants sur les marchés exports. Les exportations de café représentent 29% des exportations totales de l'Éthiopie.

✉ anne-brigitte.masson@dgtresor.gouv.fr

▼ Tanzanie : Bonne performance des exportations d'avocats

Les exportations d'avocats tanzaniens ont atteint 12 MUSD par an, en l'espace de dix ans. Le Gouvernement et la Tanzania Horticulture Association (Taha) ont établi une installation moderne à Njombe où les agriculteurs peuvent stocker leurs produits frais tout en créant un espace de mise en contact direct avec les acheteurs. Les données de Taha montrent que 10 000 agriculteurs du pays se sont impliqués dans la production d'avocats et ont multiplié les exportations par cinq en cinq ans. Selon Taha, la Tanzanie est le deuxième plus grand producteur d'avocats en Afrique après le Kenya, avec une production d'environ 190 000 tonnes par an dont 5 000 à 10 000 sont destinés à l'exportation.

✉ philippe.galli@dgtresor.gouv.fr

▼ Energie et matières premières

▼ Ghana : PGS annonce avoir détecté de nouvelles réserves pétrolières

La société norvégienne Petroleum Geo-Services (PGS) a annoncé avoir découvert des réserves pétrolières analogues à celles du réservoir Afina-1X dans le bassin de Tano, sans apporter plus de précisions sur le volume estimé de ces réserves. Pour rappel, le puit off-shore Afina-1X, situé à l'ouest du Ghana, appartient à Springfield, la principale société pétrolière privée ghanéenne. Elle avait annoncé, en décembre 2019, y avoir découvert 1,5 Md de barils de pétrole et 19,8 Mds de m³ de gaz naturel. Avant ces deux découvertes, les réserves totales d'hydrocarbures estimées par les autorités ghanéennes s'élevaient entre 5 Mds et 7 Mds de barils, et permettraient une production potentielle de 420 000 bpj d'ici 2023.

✉ adrien.massebieau@dgtresor.gouv.fr

▼ Ghana : l'État a réglé ses factures d'électricité auprès du principal distributeur du pays

Le ministre de l'Énergie a annoncé que l'État avait réglé ses impayés de l'année envers l'*Electricity Company of Ghana* (ECG), le principal distributeur d'électricité du pays, soit un total de plus de 2 Mds GHS (env. 320 M EUR) pour l'année 2019. D'après le Ministre, la dette de l'État envers l'ECG s'élevait à 2,63 Mds GHS (env. 420 M GHS) en 2016, à la fin du mandat du précédent gouvernement. Un paiement de l'État aurait aussi été fait aux producteurs indépendants d'électricité pour 4,1 Mds GHS (env. 650 M USD). Pour rappel, le gouvernement avait annoncé précédemment qu'il prendrait à sa charge 50 % des factures d'électricité d'avril à juin 2020 pour les utilisateurs résidentiels et commerciaux.

✉ adrien.massebieau@dgtresor.gouv.fr

▼ Libéria : Le producteur d'huile de palme Golden Veroleum réduit sa masse salariale de 10 %

Le premier producteur d'huile de palme au Libéria, Golden Veroleum (GVL), a réduit de 10 % (443 emplois) son effectif dans le pays. Le porte-parole de la compagnie a précisé que cette coupe vise aussi bien les employés que les cadres. Celle-ci fait suite aux mauvais résultats de l'entreprise, en raison de la pandémie de COVID-19. Sous l'effet du ralentissement de la demande mondiale, les cours de l'huile de palme brute ont en effet plongé ces derniers mois (-26,7% depuis janvier 2020). Pour rappel, GVL a signé en 2010 avec le gouvernement libérien, un contrat de concession de 65 ans portant sur une superficie totale de 350 000 hectares, soit environ 2,5% de la superficie totale du pays.

✉ lucile.basse@dgtresor.gouv.fr

▼ Madagascar : Baisse du prix du gaz

Les ventes de bouteilles de gaz ont baissé de 52% depuis le début de la crise de la COVID-19. En vue de relancer la consommation, les prix ont été diminués de 12%. Le marché est dominé par l'entreprise Vitogaz, filiale du groupe français Rubis, qui détient 70% des parts de marché. Le gaz peut constituer une alternative au charbon de bois comme source d'énergie moins polluante. 97% des ménages malgaches avaient encore recours à cette source d'énergie en 2018.

✉ frederic.choblet@dgtresor.gouv.fr

▼ Libéria : La LEC affirme qu'elle n'a pas les moyens du plan d'électricité gratuite établi par le gouvernement

La compagnie électrique nationale du Libéria (LEC) a affirmé devant le Sénat ne pas avoir les moyens de mettre en œuvre les mesures sociales décrétées pour faire face au coronavirus. Le plan de relance du Président incluait en effet la gratuité de l'électricité durant la période de confinement, par l'allocation de coupons de 20 USD, soit une facture mensuelle moyenne. La LEC a déclaré être préparée à allouer ces coupons uniquement sur un mois. Le Parlement libérien a récemment accordé le décaissement de 4 M USD au profit de la LEC pour la couverture de ses charges, considéré par la compagnie comme un arriéré des services fournis à l'Etat.

✉ lucile.basse@dgtresor.gouv.fr

▼ Sierra Leone : Baisse des revenus miniers dans le contexte de la COVID-19

La Sierra Leone subit une crise importante des revenus miniers, car les restrictions liées à la COVID-19 nuisent à la capacité des entreprises à exporter l'or et le diamant et d'accéder à des fournitures essentielles. Les revenus de l'exploitation minière sont passés de 2,24 M USD en avril 2019 à seulement 0,33 M USD en avril 2020, soit une baisse de 85% sur un an. Les exportations d'or et de diamants sont au point mort depuis le 21 mars, date à laquelle la Sierra Leone a suspendu tout le trafic aérien dans le but de ralentir la propagation du coronavirus. L'exploitation minière représente plus de 80% des recettes d'exportation du pays.

✉ claude.koua@dgtresor.gouv.fr

▼ Burkina Faso : près de 30 Mds FCFA répartis entre les communes au titre de 2019 grâce au FMDL

Au total 29,9 Mds FCFA (45,5 M EUR) ont été octroyés au titre de l'exercice 2019 aux communes et régions bénéficiaires par le Fonds minier de développement local (FMDL). La commune de Partiaga, qui abrite la mine de Semafo Boungou, arrive en tête des bénéficiaires avec 1,3 Md FCFA (2 M EUR). La création du FMDL est prévue par le nouveau Code minier. Ce fonds est alimenté par l'Etat et par les titulaires de permis d'exploitation de mines et les bénéficiaires d'autorisation d'exploitation industrielle de substances de carrières. Il sert à financer des activités inscrites dans les Plans communaux et régionaux de développement, en priorité dans les domaines de la santé, l'éducation et l'eau.

✉ valerie.traore@dgtresor.gouv.fr

▼ Tanzanie : L'électrification atteint 85 % de la population

L'électrification rurale enregistre des avancées significatives, les autorités s'étant engagées à intensifier le modèle d'électrification dans les campagnes. Le nombre de villages ayant accès à l'électricité est passé à 9 112 en avril 2020 contre 2 018 en 2015. Le ministre de l'Énergie, Dr Medard Kalemani, a déclaré à l'Assemblée nationale à Dodoma que l'accès global à l'électricité du pays avait atteint 84,6% contre 67,8% en 2016. Le nombre de compteurs connectés se situerait à 2,8 millions, contre 1,5 million il y a 4 ans.

✉ philippe.galli@dgtresor.gouv.fr

▼ Kenya : Ralentissement dans l'électrification rurale face à l'incapacité des ménages à acquérir l'électricité

Pour atteindre l'accès universel à l'électricité en 2022, le gouvernement kenyan a lancé en 2015 le programme *Last Mile Connectivity* visant à accélérer l'électrification rurale par le biais des solutions solaires hors réseau. Ce programme est aujourd'hui ralenti par l'incapacité des ménages à payer l'électricité, pour lesquels celle-ci n'est pas un besoin prioritaire. Dans ce contexte, les connexions illégales aux différents réseaux s'intensifient. Bien que la part de population connectée dans le cadre de ce programme ait augmenté de 5,8 % entre 2019 et 2018 (1,41 million en 2019 contre 1,33 million en 2018), les revenus des opérateurs ont baissé de 9,1 % au cours de la même période, soit près de 10 MUSD.

✉ benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

▼ Soudan : Reprise des discussions sur le grand barrage de la Renaissance

Le 21 mai, le Premier ministre soudanais a tenu une réunion virtuelle avec son homologue éthiopien sur le barrage de la renaissance, en présence des ministres de l'Irrigation des deux pays. M. Hamdok a annoncé, à l'issue de cette réunion, que les trois pays se sont mis d'accord pour reprendre les discussions. Cette annonce survient après l'arrêt de celles-ci en février et le refus de l'Éthiopie de signer l'accord élaboré sous l'égide de l'administration américaine et la Banque mondiale. De son côté, et dans le cadre de la préparation de la reprise des négociations, le ministre de l'Irrigation soudanais a tenu deux réunions séparées avec ses homologues éthiopien et égyptien, le 25 mai, en présence de deux membres de chacune des délégations des trois pays.

✉ rafael.santos@dgtresor.gouv.fr

▼ **Guinée équatoriale : le ministère des Mines et des Hydrocarbures maintient les réformes annoncées**

Les autorités ont publié le règlement des opérations minières, qui régit toutes les tâches de prospection et d'exploitation des entreprises du secteur minier, tant étrangères que nationales, qui souhaitent opérer en Guinée équatoriale. Le ministre a par ailleurs décidé, dans un objectif de protection de la main d'œuvre locale, de limiter à trois ans la période pendant laquelle les entreprises des industries pétrolières peuvent employer de la main-d'œuvre étrangère. La capacité des entreprises de service locales en serait améliorée et la création d'emplois locaux assurée. Par ailleurs, le pays a prolongé de deux ans tous les programmes d'exploration afin de permettre aux opérateurs étrangers de se regrouper et de planifier.

✉ arthur.berthet@diplomatie.gouv.fr

▼ Industries

▼ Côte d'Ivoire : Certification de 13 entreprises locales de production de masques

13 entreprises locales ont obtenu la certification de Côte d'Ivoire Normalisation (CODINORM) pour produire des masques de protection, avec une capacité de production de plus de 500 000 masques par jour et 15 millions par mois contre la COVID-19. L'annonce a été faite le 10 mai, par le ministre ivoirien du Commerce et de l'Industrie. Ce dernier a lancé un appel aux entreprises et aux artisans intéressés par la production de masques de se rapprocher de CODINORM pour la certification de leurs produits avant la mise sur le marché.

✉ christophe.deletoille@dgtresor.gouv.fr

▼ Services

▼ Guinée : Le directeur général des douanes visite le port sec de Kagbelen

Le 11 mai, le Directeur Général des douanes, accompagné d'une équipe de Bolloré Logistics, a visité le port sec en construction de Kagbélén, situé à quelques kilomètres au Nord de Conakry. Tenant compte de l'encombrement croissant du Port autonome de Conakry, Conakry Terminal a entrepris l'aménagement d'une plateforme de stockage et de livraison de véhicules dans l'enceinte du Port de Kagbelen, d'une superficie de 30 hectares. Le coût global de ce projet - intégralement financé par Conakry Terminal - est de 1,7 M EUR, dont 1 M EUR de travaux d'infrastructure et 700 K EUR d'acquisition de matériel. La réalisation de la plateforme RoRo devrait également désengorger le terminal à conteneurs.

✉ loic.peringuey@diplomatie.gouv.fr

▼ Niger : Adoption d'un projet de décret pour obliger les utilisateurs et fournisseurs de services téléphoniques et internet à s'identifier

Le gouvernement nigérien a adopté en Conseil des ministres un projet de décret portant sur l'identification des acheteurs et utilisateurs de services de téléphonie mobile et d'internet ouverts au public. Ce projet a pour objectif d'intégrer de nouveaux acteurs tels que les gérants de cyber café ou de wifi public et de prendre en compte la protection des données à caractère personnel. Il vise également à amener les abonnés, les opérateurs de téléphonie mobile et les fournisseurs d'accès à l'internet à s'acquitter de leur obligation d'identification.

✉ bouqueto@afd.fr

▼ Togo : Les surestaries sont suspendues au port de Lomé

Le 6 mai dernier, le gouvernement togolais a décidé par arrêté (014/2020) la suspension temporaire du paiement des surestaries pour la détention de conteneurs et pour le stationnement sur les terminaux à conteneurs au Port de Lomé. Cette décision, prise pour satisfaire les demandes des importateurs, fait suite à un allongement significatif de la durée du temps de chargement des marchandises principalement lié aux mesures de lutte contre la COVID-19. Le manque à gagner pour les compagnies maritimes est estimé à 750 M FCFA (1,1 M EUR) par mois.

✉ gregory.lenne@dgtresor.gouv.fr

▼ **Guinée : le transport routier fortement ralenti en raison de la COVID-19**

Depuis près de 2 mois, à la suite de la restriction des déplacements entre Conakry et l'intérieur du pays en réponse à la crise de COVID-19, les transporteurs routiers subissent des blocages sur la route, ayant pour effet de rallonger les temps de transport. En cause, l'obligation pour ces transporteurs d'effectuer un test de dépistage de COVID-19. Des transporteurs se plaignent de devoir attendre longtemps pour effectuer le test et connaître les résultats ; ceci sans respect de la distanciation physique. De plus, de nombreux barrages militaires bloquent le passage à plusieurs endroits stratégiques de l'axe Conakry-Kindia-Mamou qu'emprunte la route nationale numéro 1.

✉ loic.perinquey@diplomatie.gouv.fr

▼ **Cameroun : signature du contrat d'automatisation des péages routiers par le groupement Razel Bec-Egis Projects SA**

Le contrat signé porte sur le financement, la conception, la construction, l'équipement, l'exploitation et la maintenance de 14 postes de péage automatique sur les principaux axes du Cameroun. Le coût du projet total est évalué à 28,94 Mds FCFA. La première phase, qui démarre durant ce mois de mai, devra permettre de rendre fonctionnel dans un délai d'un an les 7 postes péages ci-après : Mbankomo, Boumnyebel, Édéa, Tiko, Mbanga, Nsimalen et Nkometou. Pour rappel la société Tollcam a été adjudicataire dudit projet en 2019. Les 14 postes de péages choisis constituent les postes les plus rentables sur 45 postes de péages existants au Cameroun.

✉ evelyne.sila@dgtresor.gouv.fr

▼ **Congo-Brazzaville : La dématérialisation des paiements des factures devrait débuter en juillet**

Le directeur général des impôts et des domaines et celui de l'Agence de régulation des postes et des communications électroniques (ARPCE) ont signé le 20 mai à Brazzaville un protocole d'accord fixant le cadre juridique de la dématérialisation obligatoire du paiement des factures et des taxes. Cette dématérialisation, prévue dans la loi de finances 2019, concerne les transactions financières effectuées par prélèvement bancaire ou télépaiement. L'ARPCE a été chargée de mettre en œuvre le dispositif électronique qui assurera la certification de ces paiements et permettra l'émission d'un timbre électronique de 50 FCFA, à la charge de l'utilisateur. Ce dispositif sera opérationnel à partir de juillet.

✉ Ingrid.oramalu@dgtresor.gouv.fr

▼ **Tanzanie : Impact significatif de la crise sur le secteur du tourisme**

Le gouvernement annonce au moins 477 000 emplois menacés et des revenus en baisse de 77% si la pandémie perdure au-delà d'octobre 2020. Le ministre des Ressources naturelles et du Tourisme, Hamisi Kigwangalla, a déclaré le 7 mai au Parlement que la perte d'emplois représente 76 % des 623 000 emplois directs et des secteurs associés à l'industrie touristique.

✉ philippe.galli@dgtresor.gouv.fr

▼ Tanzanie : Reprise des vols internationaux

Selon les autorités tanzaniennes, des avions des compagnies aériennes Ethiopian Airlines, KLM et Turkish Airlines devraient atterrir en Tanzanie au cours de la prochaine semaine, avec à leur bord des touristes. Cette reprise marque une étape cruciale dans la reprise de l'économie du pays après deux mois de restrictions des mouvements. A Dar es Salam, les hôtels et les écoles devraient respecter les directives du Président John Magufuli et rouvrir progressivement. Le Président, lors d'une allocution publique à Dodoma, a déclaré qu'il n'était plus nécessaire de restreindre l'activité économique alors que les hôpitaux de la Tanzanie avaient libéré presque tous les patients après rémission.

✉ philippe.galli@dgtresor.gouv.fr

▼ Madagascar : Dégradation du bilan des compagnies aériennes

Le secteur aérien malgache figure parmi les plus touchés depuis la fermeture des frontières le 20 mars dernier. Tsaradia, filiale d'Air Madagascar (elle-même détenue à 49% par Air Austral) pour les vols domestiques, estime ses pertes entre 1,9 et 2,4 MEUR depuis le début de la crise de la Covid19. Rentable durant l'année 2019, elle a interrompu ses vols depuis le 25 mars. Afin de préserver 5 à 10% de ses revenus, elle a lancé le 24 mai son premier vol « tout-cargo » visant le transport de produits alimentaires, de matériels et équipements médicaux ainsi que de matériels électroniques.

✉ frederic.choblet@dgtresor.gouv.fr

▼ Ethiopie : 98 MUSD injectés dans le secteur du tourisme par le gouvernement éthiopien

A la suite d'une consultation des acteurs du secteur touristique, le gouvernement éthiopien a annoncé un plan de relance sectoriel à hauteur de 98 MUSD. En effet, d'après le rapport publié par l'Association des hôtels en Éthiopie, la crise de la Covid-19 aurait entraîné la fermeture complète de 56 % des hôtels de la capitale et une chute des taux d'occupation : de 64 % à 2 % désormais. Sur les 130 membres de l'association, les pertes s'élèveraient quant à elles à 35 MUSD par mois et plus de 15 000 emplois seraient menacés. Néanmoins, selon l'association, cette enveloppe ne représente que 14 % des besoins exprimés par le secteur (6,6 Mds ETB). La profession estime que les rééchelonnements de prêts et la suspension des taux d'intérêts sur trois mois offerts par les banques privées ne sont pas suffisants et doivent être prolongés sur une période d'un an.

✉ anne-brigitte.masson@dgtresor.gouv.fr

▼ Rwanda : Renforcement du soutien de l'Etat à Rwandair

Le gouvernement rwandais a annoncé que ses financements auprès de la compagnie aérienne publique s'élèveraient à 141 MEUR pour l'année fiscale 2020/21 contre 118 MEUR sur la période précédente. Tous les vols commerciaux RwandAir ont été suspendus depuis le 20 mars, et l'entreprise a dû réduire les salaires. Après une croissance de 12% en 2019, le secteur des transports se contracterait de 19 % en 2020.

✉ lina.ben-hamida@diplomatie.gouv.fr

▼ **Rwanda : Résolution de la question du transport frontalier entre le Rwanda et la Tanzanie**

Les deux pays ont conclu un accord concernant le mouvement transfrontalier des camions de fret le 15 mai. L'impasse avait jusqu'alors affecté le flux de marchandises dans le pays, puisque des camions destinés au Rwanda étaient bloqués pendant des jours dans la ville frontalière tanzanienne de Benako. Au lieu de l'échange de chauffeurs proposé précédemment par le Rwanda, les deux parties ont convenu que les marchandises destinées au Rwanda seraient déchargées aux postes frontières, à l'exception des marchandises périssables et des produits pétroliers qui seront escortés sans frais jusqu'à leur destination finale, à condition que les chauffeurs se soumettent à un test Covid-19 réalisé par le gouvernement rwandais.

✉ lina.ben-hamida@diplomatie.gouv.fr

▼ **Rwanda : RwandAir reprend les vols vers Guangzhou avec du fret commercial**

La compagnie ne transportait depuis la Chine, jusqu'au 14 mai, que des fournitures médicales. Elle va désormais ouvrir sa ligne vers et depuis Guangzhou au fret commercial. Environ 20 % des importations du pays proviennent de Chine et sont constituées de biens de consommation, d'équipements et de biens destinés aux grands projets d'infrastructure du pays et au secteur manufacturier. RwandAir transporte également des marchandises du Rwanda vers l'Europe depuis plusieurs semaines.

✉ lina.ben-hamida@diplomatie.gouv.fr

ENTREPRISES

▼ Côte d'Ivoire : Uniwax déficitaire au 1^{er} trimestre 2020, après la chute des ventes liée au COVID-19

Les ventes de l'entreprise Uniwax, filiale du groupe hollandais Vlisco et leader dans la production et la commercialisation du pagne wax en Côte d'Ivoire, sont significativement affectées par la crise du COVID-19. Elles souffrent notamment de la fermeture des frontières terrestres au Nigeria, l'un des principaux marchés d'écoulement des produits de la marque. Uniwax voit son chiffre d'affaire reculer de 16% au 1^{er} trimestre 2020 en g.a, à 8,5 Mds FCFA (13 M EUR). L'entreprise a terminé le trimestre sur un résultat net déficitaire de 236,1 M FCFA (360 K EUR). Elle s'attend à un retour progressif du niveau habituel des marchés au cours de la seconde moitié de l'année.

✉ lucile.basse@dgtresor.gouv.fr

▼ Côte d'Ivoire : Dons de Bolloré Transport & Logistics pour soutenir la lutte face au COVID-19

Dans le cadre des actions de lutte contre la COVID-19, Bolloré Transport & Logistics a offert à la population de San Pedro un dispensaire construit à partir d'un conteneur aménagé pour abriter trois salles de consultation autonome. Le groupe a offert 5 structures similaires à l'Institut Pasteur de Côte d'Ivoire. Bolloré Transport & Logistics a également fait don au Centre des opérations d'urgence de Côte d'Ivoire de 1 000 combinaisons d'intervention et près d'un millier de paires de gants. Les communes abritant les installations des entreprises de Bolloré Transport & Logistics à Abidjan ont enfin reçu des produits d'hygiène, des consommables sanitaires et des vivres destinés aux populations.

✉ christophe.deletoille@dgtresor.gouv.fr

▼ Guinée : Nordgold envisage de construire une centrale thermique de 33 MW pour alimenter la mine d'or de Lefa

La société minière russe Norgold envisage de construire une centrale thermique au fioul de 33 MW pour alimenter en énergie sa mine d'or de Lefa, située à 680 km de Conakry. Elle a signé dans ce cadre un accord d'ingénierie, d'approvisionnement et de construction avec le groupe SUMEC, un membre de la China national machinery industry corporation (SINOMAC). La nouvelle centrale électrique remplacera l'installation existante, réduisant ainsi à la fois la consommation de carburant de 15% et d'huile à moteur de 30% pour la production d'électricité. Le coût du projet est estimé à 23 M USD (21,3 M EUR), et la centrale devrait être achevée d'ici fin 2021.

✉ loic.perinquey@diplomatie.gouv.fr

▼ Mauritanie : Grève dans la mine d'or de Kinross-Tasiast

Les employés de la société Kinross sont en grève depuis le 5 mai 2020. En dépit des réunions tenues entre le personnel et la direction, aucun accord n'a pu être trouvé. Les employés revendiquent le respect des dispositions réglementaires relatives au travail et du paiement du bonus de production conformément aux clauses de la convention collective. La direction de Kinross se défend en annonçant qu'elle a mis en place des mesures qui permettent la poursuite des opérations minières conformément aux directives en rapport avec la COVID-19. Elle a ainsi dû demander aux employés de prolonger exceptionnellement leur rotation sur le site afin de limiter les déplacements, tout en proposant une compensation supplémentaire substantielle.

✉ pierre-antoine.pollot@dgtresor.gouv.fr

▼ Sénégal : Conséquence du COVID-19, Air Sénégal aurait perdu plus de 30 M EUR de chiffre d'affaires en 3 mois

Le ministre du Tourisme et des Transports aériens du Sénégal a annoncé que, du fait de la fermeture des voies aériennes pour cause de coronavirus, la compagnie Air Sénégal a subi un manque à gagner de 20 Mds FCFA (30,4 M EUR) de chiffre d'affaires en 3 mois. La société gestionnaire de l'aéroport Limak-Aibd-Summa (LAS) aurait perdu 6 Mds FCFA (9,1 M EUR) et l'Aéroport international Blaise Diagne de Dakar (AIBD) près d'1,3 millions de passagers.

▼ Bénin : Le groupe de garage automobile Midas s'implante au Bénin

Déjà présent en Côte d'Ivoire avec 5 garages, le groupe Midas a ouvert sa première succursale à Cotonou, au carrefour Camp Guézo. Cette ouverture s'inscrit dans un projet d'implantation dans toute la sous-région. Pour rappel, l'entreprise appartient au groupe français Mobivia pour ce qui concerne ses activités en Europe, en Amérique latine et en Afrique.

✉ gregory.lenne@dgtresor.gouv.fr

▼ Mali : Le groupement ANTEA France BREESS fournira des services d'ingénieur conseil pour le Programme d'Alimentation en Eau Potable au Mali

Le gouvernement a accordé le marché relatif aux services d'Ingénieur Conseil pour le Programme d'alimentation en eau potable et mesures d'assainissement dans les centres semi-urbains et ruraux au groupement ANTEA France BREESS. Ce projet, d'un montant de 1,1 Md FCFA (1,7 M EUR) hors taxes et droits de douanes, est financé par la KfW et devrait être exécuté sur 39 mois. Il contribuera à l'amélioration des conditions de vie des populations dans les régions de Koulikoro et Kayes.

✉ claude.koua@dgtresor.gouv.fr

▼ **Togo : La compagnie aérienne Asky est en grande difficulté face à la crise**

Après plus d'un mois sans activité - tous ses vols ayant été annulés - Asky, adossée à Ethiopian Airlines, est en grande difficulté. L'Etat togolais, qui n'est pas actionnaire de la compagnie régionale, veut toutefois essayer de l'appuyer en lui facilitant l'octroi de financements auprès de banques de développement.

✉ gregory.lenne@dgtresor.gouv.fr

▼ **Côte d'Ivoire : Don de CFAO au ministère de la Santé**

Le groupe CFAO en Côte d'Ivoire qui regroupe les sociétés CFAO Retail (Carrefour) CFAO Motors, Copharmed, CFAO Technologies, Mipa, a fait une contribution en vue de soutenir la riposte sanitaire nationale contre la COVID-19. Le groupe a en effet remis à l'Institut National d'Hygiène Publique 3 véhicules d'une valeur de 60 M FCFA (90 K EUR) afin de renforcer les capacités des équipes du ministère de la Santé.

✉ christophe.deletoille@dgtresor.gouv.fr

▼ **Bénin : Attribution de marchés publics aux entreprises Colas et Sogea-Satom**

Le Conseil des ministres au Bénin du 20 mai 2020 a approuvé l'attribution de 2 marchés publics aux entreprises françaises Colas (groupe Bouygues) et Sogea-Satom (groupe Vinci). La première s'est vue ainsi attribuer la réalisation des travaux de réaménagement et de reconfiguration des accès et des parkings extérieurs de l'aéroport international de Cotonou, qui vise à conformer l'aéroport aux standards internationaux. Quant à l'entreprise Sogea-Satom, elle a obtenu le marché relatif aux travaux de réhabilitation et d'aménagement de la voie carrefour Général Brathier-clôture parc Mivvo.

✉ lucile.basse@dgtresor.gouv.fr

▼ **Bénin : Projet de fusion entre la BAIC et la BIBE**

La Banque Africaine pour l'Industrie et le Commerce (BAIC) et la Banque Internationale du Bénin (BIBe) ont entamé un projet de fusion. La Caisse nationale de sécurité sociale (CNSS) cèdera à l'Etat béninois la totalité des actions lui appartenant dans le capital de la BIBE. Ensuite, l'Etat cèdera à la CNSS une partie des actions lui appartenant dans le capital de la BAIC, à concurrence de 20% du capital actuel de cette banque. A l'issue de l'Assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la BAIC qui constatera la réalisation de la fusion, la BIBE se trouvera dissoute de plein droit. Le capital social de la BAIC, actuellement de 14 Mds FCFA (21,3 M EUR), sera augmenté de 10 Mds FCFA (15,2 M EUR) par émission d'actions.

✉ gregory.lenne@dgtresor.gouv.fr

▼ **Burkina Faso : Baisse de la production de la mine d'Essakane de 7% au 1er trimestre 2020**

Avec 84 000 onces au 1^{er} trimestre 2020, la production aurifère de la mine d'Essakane, de la société minière IAMGOLD, était inférieure de 7% en g.a, car le minerai est tiré de zones à teneurs plus basses. La diminution des ventes d'or de 19% sur la même période reflétait le report des ventes, en raison de la crise de la COVID-19. Par contre, le prix de vente était en hausse de 8%. En termes de perspectives, la société a réduit les prévisions de la production d'Essakane en 2020, qui passent d'une fourchette entre 365 000 et 385 000 onces à une fourchette entre 350 000 et 370 000 onces, représentant l'incidence opérationnelle des mesures prises pour atténuer les risques sanitaires liés à la COVID-19.

✉ valerie.traore@dgtresor.gouv.fr

▼ **Burkina Faso : Air Burkina met son personnel en chômage technique**

Considérant l'impact du coronavirus sur la situation financière de la compagnie, le personnel d'Air Burkina a été mis en chômage technique partiel à compter du 15 mai 2020, pour une période de trois mois. Le transporteur national ne devrait pas reprendre les vols avant août 2020. En crise de liquidité, Air Burkina versera à chaque employé une indemnisation correspondant à 70% de son salaire brut. Ces trois mois supplémentaires de suspension d'activités permettront à la compagnie d'accélérer les négociations en cours avec l'investisseur américain African Global Development pour sa reprise partielle. Le repreneur américain pourrait également s'engager à renforcer la flotte d'Air Burkina avec l'apport de nouveaux avions.

✉ lucile.basse@dgtresor.gouv.fr

▼ **Côte d'Ivoire : Remise de dons des partenaires de l'Agora de Koumassi à la population du quartier**

L'entreprise Winwin Afrique et ses partenaires ont organisé une collecte de fonds pour marquer leur soutien à la population du quartier où est implantée l'Agora. Des marchandises pour près de 20 K EUR ont été offertes par Winwin et ses partenaires (SCO - groupe Duval, Ivoire Ingénierie - groupe Briand, Uniserv, la famille Chastrou) : 3 tonnes de riz, plusieurs centaines de kilos de spaghetti, huile, eau de javel, gels mains, fauteuils roulants pour l'hôpital du quartier. Elles ont été remises aux 116 associations sportives du quartier, à l'hôpital général de Koumassi et à la commune. La cérémonie a eu lieu en présence du ministre des Sports de Côte d'Ivoire, Claude Paulin Danho.

✉ christophe.deletoille@dgtresor.gouv.fr

▼ Côte d'Ivoire : Prise de participation de Qatar Petroleum dans deux blocs pétroliers en Côte d'Ivoire

La société pétrolière et gazière qatari, Qatar Petroleum (QP), a opté pour des prises de participation à hauteur de 45% dans chacun des blocs pétroliers CI-705 et CI-706 opérés par le groupe français Total, situé dans le bassin Tano. Le Président directeur général de QP, également Ministre des Affaires énergétiques du Qatar, a déclaré : « l'acquisition de participations dans ces deux blocs [...] représente le premier investissement pour QP en Côte d'Ivoire. L'offshore africain est une cible de la stratégie de croissance de QP. » Selon le communiqué, l'accord entre QP et Total reste encore soumis à l'approbation du gouvernement ivoirien.

✉ christophe.deletoille@dgtresor.gouv.fr

▼ Côte d'Ivoire : Arrivée d'un nouvel acteur dans le secteur du contrôle automobile

Mayelia Logistics et Automotive, filiale de Mayelia Participations, a obtenu un contrat de concession pour la réalisation du contrôle technique automobile en Côte d'Ivoire pour une durée de 15 ans. L'entreprise ivoirienne concurrencera la Société ivoirienne de Contrôle Technique automobile (SICTA), qui était la seule détentrice de l'autorisation de délivrance du contrôle technique. Le démarrage de son activité a eu lieu le 11 mai 2020. La société est dirigée par David Fofana, ancien dirigeant de la Société de Transports Lagunaire (du groupe SNEDAI), et de la Société des Transports Abidjanais (SOTRA).

✉ christophe.deletoille@dgtresor.gouv.fr

▼ Côte d'Ivoire : Performances en hausse de la Société Générale Côte d'Ivoire pour l'exercice 2019

La Société générale Côte d'Ivoire (SGCI) a communiqué ses résultats financiers pour l'année 2019 : son produit net bancaire (PNB) s'est accru de +17,5% (passant de 195 M EUR à 229 M EUR), et le bénéfice après impôts de +20,1%, pour atteindre 77 M EUR (contre 64 MEUR en 2018). La poursuite de la digitalisation de son activité fait partie des objectifs de la SGCI en 2020, avec en particulier le développement de la déclinaison professionnelle du service de mobile « banking YUP ».

✉ christophe.deletoille@dgtresor.gouv.fr

▼ Guinée : La SEG reçoit une dizaine de pickups pour ses agences

La Société des Eaux de Guinée (SEG) a reçu une dizaine de pickups, renforçant ainsi sa capacité d'intervention dans Conakry. Cette réception de véhicules s'inscrit dans le cadre de la redynamisation de la SEG qui souffre à la fois de problèmes de production d'eau, de transport, et de facturation. Quelques semaines auparavant, la SEG était dotée d'équipements de rechange pour la réparation des fuites d'eau, qui engendrent à elles seules des pertes d'environ 33 % de la production initiale. L'un des défis de l'entreprise publique est de permettre à ses équipes techniques de mieux accéder aux zones enclavées de la banlieue de la capitale guinéenne. Environ un tiers de la population guinéenne n'a pas accès à une eau salubre.

✉ loic.perinquey@diplomatie.gouv.fr

▼ **Guinée : Brussels Airlines pourrait arrêter de desservir la Guinée**

En raison de la crise de COVID-19, la compagnie aérienne Brussels Airlines devrait supprimer plusieurs destinations de son réseau, jugées peu ou pas rentables, dont peut-être Conakry. La représentation locale de Brussels Airlines a annoncé avoir appris cette décision du siège, mais précise que rien n'est encore confirmé. La société devrait toutefois maintenir des liens avec la Guinée, puisqu'elle devrait conserver ses cargos pour le fret.

✉ loic.peringuey@diplomatie.gouv.fr

▼ **Mauritanie : Ernst & Young recruté pour optimiser le rendement de la Société mauritanienne des hydrocarbures et du patrimoine minier**

Le cabinet Ernst & Young (EY) a été recruté dans le cadre du Projet d'appui aux négociations des projets gaziers et de renforcement des capacités institutionnelles, initié par le ministère mauritanien du Pétrole, de l'Energie et des Mines sur financement de la Banque Mondiale. EY aura pour mission d'élaborer un cahier des charges pour l'acquisition d'un système d'information et de gestion intégré qui est destiné à optimiser le rendement de la Société mauritanienne des hydrocarbures et du patrimoine minier (SMHPM). La société publique sera chargée de gérer les parts mauritaniennes dans le projet gazier GTA à l'horizon 2022.

✉ pierre-antoine.pollot@dgtresor.gouv.fr

▼ **Mauritanie : Huawei offre des caméras thermiques à la Direction Générale de la Sureté Nationale**

La société chinoise Huawei a remis, le 20 mai 2020, à la DGSN des caméras thermiques destinées à la lutte contre la COVID-19. Les caméras permettent de détecter les passagers fiévreux susceptibles d'être atteints de la maladie lors de l'entrée dans l'aéroport et d'envoyer une alerte de sécurité accompagnée de la photo du passager cible et sa température ambiante, afin qu'il soit pris en charge. Huawei s'est engagé également à équiper les entrées de l'aéroport international Oumtounsi de Nouakchott.

✉ pierre-antoine.pollot@dgtresor.gouv.fr

▼ **Niger : Vers un renforcement du parc hôtelier à Niamey**

Le Conseil des Ministres a examiné et adopté le projet de décret accordant le bénéfice des avantages des dispositions spéciales du Code des Investissements à la société « Niamey Hôtel et suites Niger LTD » pour l'activité de construction-finissage et équipement d'un hôtel de 160 chambres à Niamey. La société Niamey Hotel et Suites Niger LTD s'engage en cas d'octroi de l'agrément, à investir 3,5 Mds FCFA (5,3 M EUR) et à créer 62 emplois permanents. Les délais de construction n'ont pas permis de débiter l'exploitation initialement prévue en 2019 pour le Sommet de l'Union Africaine. Le groupe Hilton avait signé en 2017 un contrat de gestion avec Niamey Hotel & Suites Niger Ltd en vue de s'implanter pour la première fois au Niger.

✉ bouqueto@afd.fr

▼ Togo : Lancement de la SNB, une nouvelle brasserie à Lomé

La SNB (Société nouvelle de Boissons), deuxième acteur brassicole implantée depuis peu au Togo aux côtés de la Brasserie BB (Groupe Castel), a lancé début mai son premier produit : une bière baptisée Djama. La nouvelle brasserie est implantée à Adetikopé, dans la banlieue de Lomé. Elle devrait commencer prochainement à produire et distribuer une gamme plus large de boissons gazeuses et de cocktails de fruits.

✉ lucile.basse@dgtresor.gouv.fr

▼ Cameroun : SABC, participe à la lutte contre la COVID 19

En riposte à la lutte contre la COVID-19 au Cameroun, La Société anonyme des brasseries du Cameroun (SABC) a lancé le 7 mai 2020 une opération visant à doter les principaux marchés des 10 régions du Cameroun de stations de lavage de mains. Près de 100 stations vont être ainsi mises en place par l'entreprise. La SABC avait offert, quelques jours plus tôt, des équipements médicaux, des solutions hydro-alcooliques et des produits de première nécessité dans 33 hôpitaux et 26 prisons du Cameroun.

✉ evelyne.sila@dgtresor.gouv.fr

▼ Congo-Brazzaville : La gestion des sociétés publiques pose problème

Alors que l'une des mesures de l'accord que le Congo-Brazzaville a signé avec le FMI concerne la publication des audits sur le portefeuille public, le ministre délégué au Budget a reconnu que la gestion du portefeuille public présentait des faiblesses. A cet effet, le gouvernement réfléchit à la révision de la loi portant sur la gestion des sociétés publiques. Cette réforme devrait inclure des mesures claires de transparence afin de donner à l'Etat les moyens de sanctionner les dirigeants des sociétés publiques. Il s'agira notamment de prévoir des sanctions à l'encontre des dirigeants qui ne respecteront pas les dates d'arrêté des comptes et de publication des audits.

✉ Ingrid.oramalu@dgtresor.gouv.fr

▼ Congo-Brazzaville : Le plan d'apurement de la dette intérieure est toujours attendu

La première partie du stock de la dette intérieure correspondant aux exercices 2014-2016 a été auditée. La seconde phase qui concerne les exercices antérieurs à 2014 et les exercices 2017-2019 est en cours de réalisation. Elle tient également compte des créances qui ne sont pas passées par le système normal d'ordonnancement des dépenses. Le démarrage du plan d'apurement, qui devait se faire début juin, va être retardé du fait de la capacité financière limitée de l'Etat qui a priorisé les dépenses liées à la COVID-19. Les dépenses du premier audit qui étaient initialement évaluées à 600 Mds FCFA sont passées à 170 Mds environ, tandis que le stock d'arriérés 2017-2018, initialement évalué à 235 Mds FCFA est passé à 30 Mds.

✉ Ingrid.oramalu@dgtresor.gouv.fr

▼ **Cameroun : l'entreprise italienne Sif-Inter va investir 2,5 Mds FCFA dans une unité de transformation de bois**

L'entreprise italienne SIF Inter envisage de créer une unité de transformation de bois au Cameroun. Dans le cadre de ce projet, SIF Inter a procédé à la signature d'une convention avec l'Agence de promotion des investissements (API) du Cameroun. Cette convention lui permettra de bénéficier des facilités prévues par la loi de 2013 sur les incitations à l'investissement privé au Cameroun. SIF Inter bénéficiera d'avantages fiscaux et douaniers sous forme d'exonérations allant de 5 à 10 ans. Avec un investissement de 2,5 Mds FCFA, le projet envisage de créer près de 300 emplois.

✉ evelyne.sila@dgtresor.gouv.fr

▼ **Cameroun : le groupe britannique BWA Resources décroche deux permis d'exploration minière**

Après quatre ans de négociations avec le gouvernement camerounais, BWA Resources a obtenu un premier permis d'exploration pour une superficie de 497 km² dans la région du Centre. Ce permis, d'une durée de 3 ans, accordé pour un montant de 480 M FCFA concerne des recherches sur les sables de rutile et d'autres minéraux tels que le zircon, la kyanite et l'ilménite. Le second permis, dans la région du Littoral concerne également des recherches sur les sables de rutile et d'autres minéraux sur une superficie de 132 km². Les conditions financières pour ce second projet ne sont pas encore connues.

✉ evelyne.sila@dgtresor.gouv.fr

CARNET ET AGENDA

▼ Cameroun : La compagnie aérienne Air France prévoit la reprise de ses vols commerciaux à destination du Cameroun en juin 2020

La compagnie aérienne Air France informe qu'elle reprendra ses vols commerciaux en direction du continent africain, en juin 2020. Elle prévoit de rétablir ses liaisons aériennes à destination du Cameroun à partir du 15 juin 2020. La compagnie prévoit trois vols par semaine en provenance de Paris-CDG. En cas de reprise des vols aériens, le ministère camerounais de la Santé prévoit des tests rapides pour chaque passager à l'arrivée.

✉ evelyne.sila@dgtresor.gouv.fr

▼ Le Cameroun lance un appel à manifestation d'intérêt pour la constitution d'un fichier de fournisseurs de biens et services dans le cadre de la riposte contre la pandémie du Covid-19

L'appel à manifestation d'intérêt en vue de la pré-qualification d'entreprises et experts, potentiellement fournisseurs de biens et services de l'Etat dans le cadre de la riposte contre la pandémie du Covid-19, a été officiellement lancée le 14 mai 2020 par le secrétaire d'état à la santé publique chargé de la lutte contre les épidémies et les pandémies. L'appel à candidature vise notamment les entreprises de vente et location de matériels roulants, les compagnies de génie civil, les consultants, les fournisseurs de biens et équipements médicaux et non médicaux, les fournisseurs de mobiliers médicaux, les fournisseurs de consommables médicaux et autres équipements de protection individuelle. Ces derniers doivent justifier d'une bonne capacité financière et devront présenter une attestation de non exclusion des marchés publics au Cameroun.

✉ evelyne.sila@dgtresor.gouv.fr

▼ Soudan : Vers un compromis entre le Soudan et les victimes des attentats contre des ambassades américaines

L'assistant du secrétaire d'Etat américain pour les Affaires africaines, Nagi Tibor, a annoncé dans un tweet le 20 mai, un regain d'intérêt dans les relations entre les Etats-Unis et le Soudan. Un jour avant cette déclaration, le Wall Street Journal avait annoncé la conclusion prochaine d'un compromis entre le gouvernement du Soudan et les familles des victimes des attentats contre les ambassades américaines à Dar es Salam et à Nairobi. Selon l'article, dont le lien a été publié dans le tweet de l'assistant du Secrétaire d'Etat, le Soudan pourrait verser un total de 300 MUSD comme dédommagements aux familles des victimes. Un accord similaire avait été signé avec les victimes américaines du Navire américain USS COL, en vertu duquel le Soudan avait accepté de verser un montant de 30 MUSD aux familles des victimes, obtenant ainsi le classement de l'affaire par la justice américaine. Pour rappel cet accord reste le principal obstacle de sortie du Soudan de la liste américaine des pays finançant le terrorisme.

✉ rafael.santos@dgtresor.gouv.fr

▼ **Soudan : Tenue de la septième réunion des Amis du Soudan sous l'égide de la France**

Celle-ci s'est tenue à Paris le 7 mai 2020 par visioconférence. Elle a été ouverte par le Ministre français de l'Europe et des Affaires étrangères, M. Jean-Yves Le Drian, et par le Ministre soudanais des Finances, M. Ibrahim Badawi. Ce dernier a présenté le programme actualisé de réponse de son gouvernement aux difficultés économiques du Soudan, revu à la lumière des défis nouveaux suscités par la pandémie de COVID-19. Lors de cette réunion, le «Cadre de partenariat mutuel» entre le gouvernement soudanais et les partenaires de la transition soudanaise a été agréé. Il définit les principes guidant la mise en œuvre de l'assistance internationale accordée au gouvernement soudanais afin de réaliser les objectifs de la transition démocratique et économique.

✉ rafael.santos@dgtresor.gouv.fr

Les analyses et commentaires développés dans cette publication n'engagent que leurs auteurs et ne constituent pas une position officielle du MEAE ni des ministères économiques et financiers.

La lettre d'information économique est réalisée conjointement par la **DIRECTION AFRIQUE ET OCEAN INDIEN** du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères et par la **DIRECTION GENERALE DU TRESOR** du ministère de l'Economie et des Finances.

Contacts

Objectifafrique.DAOI@diplomatie.gouv.fr
anne.cussac@diplomatie.gouv.fr
tresor-communication@dgtresor.gouv.fr

Remerciements à :

l'AFD, Business France, CCI France International, CCI Paris-Ile de France, CMS Bureau Francis Lefebvre, Conseil français des investisseurs en Afrique, Conseillers du commerce extérieur de la France, Conférence permanente des Chambres de commerce africaines, Expertise France, Gide, Maison de l'Afrique, Croissance Peace et MEDEF International pour leur contribution à la réalisation et la diffusion d'Objectif Afrique.

Contributions :

Vous souhaitez contribuer à Objectif Afrique ?

Pour une contribution en provenance de France, envoyez votre article à : objectifafrique.daoi@diplomatie.gouv.fr

Pour une contribution en provenance d'Afrique, envoyez votre article au chef du service économique de l'ambassade du pays concerné (prenom.nom@dgtresor.gouv.fr; liste des services économiques par pays : <http://www.tresor.economie.gouv.fr/Pays>)

AVEC LE CONCOURS DE :



C'M'S/ Bureau Francis Lefebvre

